



Assemblée générale

Cinquante-deuxième session

27 mai 1997

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999*

Titre V

Coopération régionale pour le développement

Chapitre 19

Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

(Programme 17 du plan à moyen terme
pour la période 1998-2001)

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	1
A. Organes directeurs	4
B. Direction exécutive et administration	6
C. Programme de travail	8
1. Insertion dans l'économie mondiale, compétitivité et spécialisation de la production	11
2. Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale	15
3. Développement des moyens de production, des techniques et de l'esprit d'entreprise	18
4. Équilibres macro-économiques, investissement et financement	22
5. Développement social et justice sociale	26
6. Gestion administrative	30

* Le présent document contient le chapitre 19 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session (A/52/6/Rev.1)*.

	<i>Page</i>
7. Durabilité des ressources écologiques et terrestres	33
8. Population et développement	38
9. Statistiques et projections économiques	42
10. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	46
11. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	51
D. Appui aux programmes	56

Chapitre 19

Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

(Programme 17 du plan à moyen terme
pour la période 1998-2001)

Vue d'ensemble

- 19.1 La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes est chargée de l'exécution de ce programme.
- 19.2 À sa vingt-sixième session, la Commission a adopté la résolution 553 (XXI) intitulée «La réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC» dans laquelle elle a décidé de créer un groupe de travail spécial ouvert à tous les pays membres de la CEPALC, qui aurait pour mandat de définir les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures, compte tenu des priorités de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des aspects budgétaires. Elle a également souligné le rôle vital qu'elle était appelée à jouer en tant que centre d'excellence chargé d'examiner d'importantes questions relatives au développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- 19.3 La première réunion du Groupe de travail spécial s'est tenue au siège de la CEPALC à Santiago du Chili, du 29 au 31 juillet 1996. Les membres du Groupe ont examiné le contenu du programme de travail pour 1998-1999 et discuté du rang de priorité que les États Membres souhaitaient attribuer collectivement aux différentes activités prévues dans le programme de travail. Dans le cadre d'une étude approfondie, un rang de priorité a été attribué à chaque élément du programme, les activités étant regroupées dans quatre catégories.
- 19.4 Le programme de travail, tel qu'approuvé par la Commission à sa vingt-sixième session, est conforme à l'ordre de priorité recommandé par le Groupe de travail spécial : introduction d'innovations technologiques dans les entreprises, en particulier dans les petites et moyennes entreprises; mise au point de techniques respectueuses de l'environnement pour l'exploitation des ressources naturelles de la région; incitation à l'épargne des ménages et investissement du produit de cette épargne dans le secteur productif; mise en place d'un contexte institutionnel propice à l'investissement, à la croissance et à la bonne conduite des affaires publiques; investissement dans les ressources humaines, avec amélioration des systèmes d'enseignement et de santé; aide aux économiquement faibles sous forme de programmes de dépenses publiques et de participation des intéressés aux processus décisionnels; renforcement des institutions sur lesquelles repose tout système politique pluraliste et participatif.
- 19.5 Le montant total des ressources demandées pour l'exercice biennal 1998-1999 (82 649 500 dollars) fait apparaître une légère augmentation (134 100 dollars aux taux courants), mais les ressources consacrées au programme de travail ont en fait augmenté de 1 192 600 dollars, soit 3,2 %. Cette augmentation s'explique par les effets conjugués de l'application d'un nouveau taux standard de vacance de postes, de la création de 1 poste de classe P-4 au cours de l'exercice biennal 1996-1997, de la réallocation de ressources jusqu'alors affectées à la CNUCED pour financer le service commun CNUCED/CEPALC sur les sociétés transnationales et de la suppression de 14 postes d'administrateur, de 28 postes d'agent local et de 2 postes d'agent du Service mobile.

19.6 Le montant total des ressources de la CEPALC pour l'exercice biennal 1998-1999 se répartirait comme suit :

	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extra- budgétaires</i>
	<i>(En pourcentage)</i>	
A. Organes directeurs	1,4	—
B. Direction exécutive et administration	4,7	—
C. Programme de travail	46,1	93,5
D. Appui aux programmes	47,8	6,5
Total	100,0	100,0

Tableau 19.1

Prévisions de dépenses, par grande rubrique

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

<i>Rubrique</i>	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Rééva- luation des coûts</i>	<i>1998-1999 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pour- centage</i>			
A. Organes directeurs	642,6	1 279,3	(101,2)	(7,9)	1 178,1	120,1	1 298,2
B. Direction exécutive et gestion	3 792,6	4 168,6	(284,9)	(6,8)	3 883,7	326,6	4 210,3
C. Programme de travail	34 331,0	36 744,5	1 192,6	3,2	37 937,1	3 672,3	41 609,4
D. Appui aux programmes	36 580,0	40 323,0	(672,4)	(1,6)	39 650,6	3 477,0	43 127,6
Total	75 346,2	82 515,4	134,1	0,1	82 649,5	7 596,0	90 245,5

2) *Fonds extrabudgétaires*

	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Montant estimatif</i>	<i>Provenance des fonds</i>	<i>1998-1999 Montant estimatif</i>
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	814,0	971,0	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	1 040,0
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	—	c) Projets opérationnels :	—
	22,9	742,3	Commission des Communautés européennes	895,0
	831,0	1 286,5	Banque interaméricaine de développement	700,6
	1 105,4	1 312,7	PNUD	338,0
	107,5	1 350,7	FNUAP	862,2
	719,0	253,0	Autres organismes des Nations Unies	—
	649,0	377,1	Autres organismes multilatéraux	125,4
	5 560,1	12 298,9	Sources bilatérales	11 958,9
Total	9 808,9	18 592,2		15 920,1
Total 1) et 2)	85 155,1	101 107,6		106 165,8

Tableau 19.2

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	63 684,1	66 991,3	(736,3)	(1,0)	66 255,0	5 987,0	72 242,0
Autres dépenses de personnel	833,0	1 261,8	584,2	46,2	1 846,0	190,3	2 036,3
Consultants et experts	460,8	706,5	314,6	44,5	1 021,1	103,3	1 124,4
Voyages	1 061,3	1 592,7	7,9	0,4	1 600,6	153,0	1 753,6
Services contractuels	688,5	998,5	626,5	62,7	1 625,0	166,4	1 791,4
Frais généraux de fonctionnement	6 675,3	8 521,5	(686,3)	(8,0)	7 835,2	733,1	8 568,3
Dépenses de représentation	15,0	32,5	(4,8)	(14,7)	27,7	2,8	30,5
Fournitures et accessoires	1 094,7	1 215,8	(99,1)	(8,1)	1 116,7	120,3	1 237,0
Mobilier et matériel	833,5	1 194,8	127,4	10,6	1 322,2	139,8	1 462,0
Total	75 346,2	82 515,4	134,1	0,1	82 649,5	7 596,0	90 245,5

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Objet de dépense	1998-1999 Montant estimatif
	4 634,6	6 245,3	Postes	5 899,2
	474,7	693,5	Autres dépenses de personnel	418,8
	2 445,0	6 658,6	Consultants et experts	5 716,4
	621,0	1 153,2	Voyages	893,6
	383,6	595,8	Services contractuels	563,0
	258,4	242,0	Frais généraux de fonctionnement	273,0
	48,4	23,5	Mobilier et matériel	15,0
	252,4	255,3	Fournitures et accessoires	108,1
	100,6	664,0	Subventions et contributions	438,8
	580,2	2 061,0	Dépenses diverses	1 594,2
Total	9 808,9	18 592,2		15 920,1
Total 1) et 2)	85 155,1	101 107,6		106 165,6

Tableau 19.3

Postes nécessaires

Unité administrative : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	13	13	—	—	—	—	13	13
P-5	30	28	—	—	13	12	43	40
P-4/3	106	101	—	—	25	22	131	123
P-2/1	39	34	—	—	6	4	45	38
Total	190	178	—	—	44	38	234	216
Autres catégories								
Agents locaux	339	312	—	—	18	18	357	330
Service mobile	3	1	—	—	—	—	3	1
Total	342	313	—	—	18	18	360	331
Total général	532	491	—	—	62	56	594	547

A. Organes directeurs

Tableau 19.4

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Autres dépenses de personnel	234,4	514,6	—	—	514,6	52,6	567,2
Voyages	311,6	506,5	(84,0)	(16,5)	422,5	43,0	465,5
Services contractuels	19,5	34,4	1,4	4,0	35,8	3,7	39,5
Frais généraux de fonctionnement	58,1	183,8	(14,3)	(7,7)	169,5	17,4	186,9
Dépenses de représentation	11,8	15,7	—	—	15,7	1,5	17,2
Fournitures et accessoires	7,2	24,3	(4,3)	(17,6)	20,0	1,9	21,9
Total	642,6	1 279,3	(101,2)	(7,9)	1 178,1	120,1	1 298,2

Commission

- 19.7 La Commission, qui compte 41 membres et 7 membres associés, se réunit tous les deux ans pour une période d'une semaine, afin de déterminer les grandes orientations de l'action de son secrétariat. En application de la résolution 553 (XXVI) de la CEPALC, un comité consultatif spécial de représentants des États Membres a été créé, pour guider les travaux de la Commission en établissant des priorités dans l'exécution du programme de travail approuvé.

Comité plénier

- 19.8 Comme par le passé, le Comité plénier continuera de se réunir à New York pour une session de deux jours les années où la Commission ne se réunit pas, pour poursuivre l'examen des questions intéressant la Commission. La prochaine réunion se tiendra en 1999.

Présidents de la Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes

- 19.9 Conformément au paragraphe 88.2 du plan d'action régional sur l'intégration des femmes au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, les présidents guident les travaux du secrétariat sur des questions relatives à l'intégration des femmes dans le développement de la région. Ils se réuniront à trois reprises au cours du prochain exercice biennal, deux fois en 1998 et une fois en 1999.

Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau

- 19.10 Le Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau est un organe subsidiaire de la Commission qui est chargé d'analyser les différents aspects des stratégies de développement suivies en Amérique latine et dans les Caraïbes et d'en évaluer les résultats. Il se réunit les années où la Commission ne se réunit pas. Sa prochaine réunion aura lieu en 1999.

Comité de développement et de coopération des Caraïbes

- 19.11 Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes est chargé de coordonner toutes les activités relatives au développement et à la coopération dans la sous-région; il fait également office d'organe consultatif auprès du Secrétaire exécutif de la CEPALC. Le Comité se réunira tous les ans au cours de l'exercice biennal 1998-1999.

Comité de coopération économique de l'Amérique centrale

- 19.12 Le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale est chargé de coordonner et de guider les travaux du secrétariat ayant trait aux activités visant à promouvoir l'intégration économique en Amérique centrale. C'est un organe subsidiaire de la Commission, qui fait office d'organe consultatif auprès du Secrétaire exécutif de la CEPALC. Le Comité se réunira tous les ans au cours de l'exercice biennal 1998-1999.

Présidents du Conseil régional de la planification de l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ILPES)

- 19.13 Les présidents du Conseil régional de la planification, organe intergouvernemental chargé de mettre au point le programme de travail de l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, se réunissent tous les deux ans. La prochaine réunion aura lieu en 1999.

Ressources nécessaires (aux taux courants)*Autres dépenses de personnel*

- 19.14 Le montant demandé à cette rubrique (514 600 dollars, en valeur constante) se répartit comme suit : 448 900 dollars au titre du personnel temporaire et 65 700 dollars au titre des heures supplémentaires, pour les réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires.

Voyages

19.15 Un montant de 422 500 dollars, soit une diminution de 84 100 dollars, est demandé pour couvrir les frais de voyage du personnel devant se rendre aux réunions des organes intergouvernementaux de la CEPALC.

Services contractuels

19.16 Le montant demandé à cette rubrique (35 800 dollars) devrait permettre de couvrir les coûts des travaux contractuels d'édition et de traduction de la documentation qui sera présentée à la Commission à sa vingt-septième session et à ses organes subsidiaires.

Frais généraux de fonctionnement

19.17 Le montant demandé (169 500 dollars), soit une diminution de 14 300 dollars, permettra de couvrir la location de salles de conférence et les frais de communication afférents aux réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires.

Dépenses de représentation

19.18 Un montant de 15 700 dollars (montant en valeur constante) est demandé pour couvrir les frais afférents aux réceptions officielles organisées à l'occasion des réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires.

Fournitures et accessoires

19.19 Le montant demandé par toutes les réunions, 20 000 dollars, accuse une diminution de 4 300 dollars.

B. Direction exécutive et administration

Tableau 19.5

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

<i>Objet de dépense</i>	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Réévaluation des coûts</i>	<i>1998-1999 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>			
Postes	3 512,9	3 948,1	(361,1)	(9,1)	3 587,0	296,3	3 883,3
Autres dépenses de personnel	—	—	70,0	—	70,0	7,1	77,1
Consultants et experts	130,0	19,8	6,2	31,3	26,0	2,7	28,7
Voyages	149,7	200,7	—	—	200,7	20,5	221,2
Total	3 792,6	4 168,6	(284,9)	(6,8)	3 883,7	326,6	4 210,3

Tableau 19.6

Postes nécessaires
Programme : Direction exécutive et administration

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	2	2	—	—	—	—	2	2
P-5	2	3	—	—	—	—	2	3
P-4/3	4	2	—	—	—	—	4	2
P-2/1	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	11	10	—	—	—	—	11	10
Autres catégories								
Agents locaux	14	10	—	—	—	—	14	10
Total	14	10	—	—	—	—	14	10
Total général	25	20	—	—	—	—	25	20

19.20 Le Bureau du Secrétaire exécutif assure la direction, la supervision et l'administration générale du secrétariat de la CEPALC dans le cadre de l'exécution des mandats que la Commission lui a confiés et du programme de travail approuvé. De plus, il continue d'être chargé de l'élaboration du rapport biennal interdivisions sur les principaux sujets qui seront examinés à la session de la Commission, ainsi que de la publication de la *CEPAL Review*.

Activités

19.21 Au cours de l'exercice biennal, les activités suivantes seront menées :

- Services fournis aux organes intergouvernementaux et aux comités d'experts.* Services de conférence et documentation à l'intention des organes délibérants : services de secrétariat et appui opérationnel aux sessions de la Commission et de ses organes subsidiaires; rapport sur les principaux sujets qui seront étudiés à la vingt-huitième session de la Commission (rapport interdivisions).
- Autres activités de fond.* Publications périodiques : *CEPAL Review* (6).

Ressources nécessaires (aux taux courants)
Postes

19.22 Comme le montre le tableau 19.6, les effectifs prévus se répartissent en 10 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 10 postes d'agent local. Les effectifs prévus tiennent compte a) de la suppression envisagée de quatre postes d'agent local; b) du transfert, à partir de la direction exécutive et administration, d'un poste P-4 au sous-programme 8 (Population et développement), afin de renforcer la capacité du sous-programme de mener à bien les activités prioritaires prévues et d'un poste P-3 à la gestion des activités de coopération technique afin de renforcer ses capacités; et c) du transfert d'un poste P-5 du sous-programme 10 (Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale). La diminution de 361 000 dollars résulte de l'effet combiné de la suppression et du redéploiement de postes et de l'application du nouveau taux standard de vacance de postes. Les suppressions de postes sont possibles du

fait de la rationalisation des procédures et de l'amélioration des méthodes de travail (recours à du personnel temporaire pour faire face au surcroît de travail pendant les périodes de pointe).

Autres dépenses de personnel

- 19.23 Un montant de 70 000 dollars est demandé au titre du personnel temporaire pour la préparation de la *CEPAL Review* et pour faire face au surcroît de travail pendant les sessions de la Commission et des organes subsidiaires.

Consultants et experts

- 19.24 Un montant de 26 000 dollars, correspondant à une augmentation de 6 200 dollars, est demandé afin d'assurer les services de consultants pour la rédaction d'articles à paraître dans la *CEPAL Review*.

Voyages

- 19.25 Le montant demandé (200 700 dollars) doit couvrir les frais de voyage afférents aux missions officielles que le Secrétaire exécutif et ses collaborateurs effectueront pour des consultations avec des gouvernements, et des institutions intergouvernementales ou non gouvernementales, pour coordonner les activités de la CEPALC avec celles d'autres organismes des Nations Unies et pour participer aux réunions annuelles du Conseil économique et social et du Comité du programme et de la coordination.

C. Programme de travail

- 19.26 Le programme de travail de la CEPALC comprend 11 sous-programmes, dont neuf sont exécutés à Santiago et les deux autres aux sièges sous-régionaux à Mexico et à Port of Spain.

Tableau 19.7

Prévisions de dépenses, par sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Sous-programme	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
1. Insertion dans l'économie mondiale, compétitivité et spécialisation de la production	2 722,2	3 137,1	48,1	1,5	3 185,2	316,3	3 501,5
2. Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale	1 607,9	1 580,4	196,7	12,4	1 777,1	149,4	1 926,5
3. Développement des moyens de production, des techniques et de l'esprit d'entreprise	2 173,0	2 478,7	1 558,0	62,8	4 036,7	388,3	4 425,0
4. Équilibres macro-économiques, investissement et financement	6 258,3	6 800,0	(713,1)	(10,4)	6 086,9	520,8	6 607,7
5. Développement social et justice sociale	2 289,9	2 640,5	36,0	1,3	2 676,5	254,6	2 931,1
6. Gestion administrative	2 333,9	2 076,2	(29,9)	(1,4)	2 046,3	158,2	2 204,5
7. Durabilité des ressources écologiques et terrestres	2 701,7	3 993,0	(127,6)	(3,1)	3 865,4	347,1	4 212,5
8. Population et développement	2 049,4	1 803,7	(87,8)	(4,8)	1 715,9	149,1	1 865,0
9. Statistiques et projections économiques	4 168,2	4 078,8	(4,9)	(0,1)	4 073,9	365,0	4 438,9
10. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	5 241,1	4 901,7	173,4	3,5	5 075,1	797,6	5 872,7
11. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	2 785,4	3 254,4	143,7	4,4	3 398,1	225,9	3 624,0
Total	34 331,0	36 744,5	1 192,6	3,2	37 937,1	3 672,3	41 609,4

Tableau 19.8

Postes nécessaires
Programme de travail

	<i>Postes permanents</i>		<i>Postes temporaires</i>				<i>Total</i>	
	<i>Budget ordinaire</i>		<i>Budget ordinaire</i>		<i>Fonds extrabudgétaires</i>			
	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	10	10	—	—	—	—	10	10
P-5	22	19	—	—	12	11	34	30
P-4/3	80	76	—	—	24	22	104	98
P-2/1	23	21	—	—	6	4	29	25
Total	135	126	—	—	42	37	177	163
Autres catégories								
Agents locaux	119	117	—	—	—	—	119	117
Total	119	117	—	—	—	—	119	117
Total général	254	243	—	—	42	37	296	280

19.27 Conformément au programme de travail, les ressources se répartiraient comme suit entre les sous-programmes :

	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extra-budgétaires</i>
	<i>(En pourcentage)</i>	
1. Insertion dans l'économie mondiale, compétitivité et spécialisation de la production	8,4	5,6
2. Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale	4,7	5,2
3. Développement des moyens de production, des techniques et de l'esprit d'entreprise	10,6	13,6
4. Équilibres macro-économiques, investissement et financement	16,1	13,1
5. Développement social et justice sociale	7,1	13,6
6. Gestion administrative	5,4	17,8
7. Durabilité des ressources écologiques et terrestres	10,2	13,2
8. Population et développement	4,5	8,4
9. Statistiques et projections économiques	10,7	5,5
10. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	13,4	3,6
11. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	9,0	0,4
Total	100,0	100,0

Sous-programme 1

Insertion dans l'économie mondiale, compétitivité et spécialisation de la production

Tableau 19.9

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 690,2	2 923,9	111,2	3,8	3 035,1	301,0	3 336,1
Consultants et experts	4,3	97,6	(34,6)	(35,4)	63,0	6,5	69,5
Voyages	27,7	115,6	(28,5)	(24,6)	87,1	8,8	95,9
Total	2 722,2	3 137,1	48,1	1,5	3 185,2	316,3	3 501,5

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999
				Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	530,1	1 027,6	c) Projets opérationnels :	830,6
	251,8	206,5	Autres sources bilatérales	—
	—	18,0	PNUD	—
	—	175,0	Autres organismes des Nations Unies	—
	—	—	Autres organisations multilatérales	—
Total	781,9	1 427,1		830,6
Total 1) et 2)	3 504,1	4 564,2		4 332,1

Tableau 19.10

Postes nécessaires

Sous-programme 1. Insertion dans l'économie mondiale, compétitivité et spécialisation de la production

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	1	—	3	2
P-4/3	5	5	—	—	2	2	7	7
P-2/1	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	11	11	—	—	3	2	14	13
Autres catégories								
Agents locaux	8	8	—	—	—	—	8	8
Total	8	8	—	—	—	—	8	8
Total général	19	19	—	—	3	2	22	21

- 19.28 Les activités prévues à ce sous-programme seront exécutées par la Division du commerce international et des finances.
- 19.29 Pour assurer la pérennité de leur développement économique, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes doivent mieux s'insérer dans les courants économiques mondiaux (participation quantitative et qualitative aux échanges, investissement étranger direct, technologie) et accroître leur capacité tant de tirer profit des périodes de croissance du commerce international que de surmonter les situations défavorables, en diversifiant leurs productions et leurs marchés, en recherchant des investissements et des partenariats à l'étranger et en insérant mieux l'exportation dans les activités de production.
- 19.30 Si, au cours des deux dernières décennies, plusieurs pays de la région ont réussi à mieux s'insérer dans l'économie mondiale en modifiant la structure et la destination de leurs exportations, il n'en reste pas moins que la nécessité de mettre en place des modèles nouveaux de spécialisation, fondés sur un changement en profondeur de la structure de la production et un accroissement de la compétitivité internationale, constitue toujours un impératif important.
- 19.31 Le sous-programme vise principalement à présenter aux États membres des données analytiques et des études concrètes sur les principales tendances de l'économie mondiale et les problèmes et les possibilités qui en découlent quant à l'insertion dans les courants mondiaux; à évaluer la nature et l'évolution récente de cette insertion et à définir des recommandations pratiques renforçant l'expansion et la diversification du commerce des biens et services et favorisant la compétitivité et la croissance économique; à effectuer des analyses comparatives d'exemples pertinents de développement des exportations, aussi bien à l'intérieur qu'en dehors de la région, afin d'examiner les variables qui influent sur la capacité du secteur des exportations de mobiliser les autres secteurs de l'économie; et à contribuer à l'analyse des politiques commerciales et de l'évolution du cadre réglementaire du commerce international, en vue d'optimiser l'exploitation des possibilités offertes et de renforcer l'économie des pays de la région.

Activités

19.32 Pendant l'exercice biennal, les activités suivantes seront mises en oeuvre :

- a) *Services d'appui aux organes intergouvernementaux et aux groupes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Quatre réunions spéciales de groupes d'experts.* Évolution récente de la structure et des principaux courants des échanges internationaux, du financement extérieur et de l'investissement étranger direct; tendances de la croissance des principaux marchés exportateurs de la région et processus d'insertion dynamique dans l'économie mondiale des différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'ensemble de la région; examen des possibilités qui s'offrent aux gouvernements de la région en ce qui concerne leurs politiques d'insertion dans l'économie mondiale; analyse du caractère systémique des modifications de la production accompagnant la spécialisation des échanges dans la région et de leurs incidences sur les stratégies visant à modifier les modes de consommation dans un climat d'équité sociale;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Vingt publications non périodiques.* Évolution récente de la structure et des principaux courants des échanges internationaux, du financement extérieur et de l'investissement étranger direct; évolution de la croissance des principaux marchés exportateurs de la région et processus d'insertion dynamique dans l'économie mondiale des différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'ensemble de la région; moyens d'adapter les politiques commerciales à la situation existante en matière de compétitivité dans la région; incidence de la concurrence internationale sur l'élaboration des politiques commerciales dans la région; nouveaux marchés s'ouvrant aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes; expérience acquise à l'intérieur et à l'extérieur de la région en matière d'insertion des exportations dans les autres secteurs économiques de la région; évolution et structure du commerce international de la région, par groupes homogènes, produits et principaux agents économiques (deux publications); promotion des exportations non traditionnelles et des exportations d'articles manufacturés, de services et de produits des secteurs à forte technicité; analyse et évaluation des politiques économiques visant à promouvoir l'épargne nationale; expérience acquise au niveau national pour attirer les ressources et rôle de ces dernières dans le financement de l'investissement, eu égard en particulier aux banques et fonds d'investissement; économie de Porto Rico (deux notes); barrières imposées par les États-Unis aux exportations des pays d'Amérique latine et des Caraïbes; économie des États-Unis (deux notes); économie du Canada (deux notes); incidences des accords conclus aux niveaux multilatéral et régional et à celui de l'hémisphère sur les politiques commerciales de la région; étude du développement technologique et des exportations, à partir d'une analyse comparative de l'expérience acquise par divers pays d'Asie et d'Amérique latine; méthodes novatrices mises en oeuvre au niveau national pour financer des mesures visant à répondre aux besoins sociaux de base dans un domaine donné, qui sera précisé ultérieurement : systèmes de financement de la santé ou systèmes de financement des logements à bon marché;
 - ii) *Support d'information. CEPAL News* (mensuel);
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions.* La coopération et la liaison continueront d'être assurées a) dans le domaine du commerce, avec des organismes des Nations Unies et des institutions régionales, comme la CNUCED, l'OMC, le SELA, la Banque interaméricaine de développement (BID), l'OEA, l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), la Banque latino-américaine d'exportations, la Société andine de développement et la Banque de développement des Caraïbes, ainsi qu'avec les groupes des États d'Amérique latine et des Caraïbes à New York, Genève et Bruxelles; et b) dans le domaine de l'épargne, des investissements et des finances, avec le PNUD;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs.* Fourniture, sur demande, de services de coopération technique concernant l'évolution de l'économie mondiale et son incidence sur la région; politiques visant à accroître

l'épargne nationale et à promouvoir le développement des banques et des fonds d'investissement, y compris les aspects touchant le financement des politiques en matière de santé et de logement; et les politiques commerciales et leurs liens avec les mesures visant à modifier les modes de consommation;

- ii) *Projets opérationnels*. Réformes du financement des services sanitaires en Amérique latine et pauvreté, sous-emploi et réforme des systèmes de retraite.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.33 Les effectifs nécessaires comprennent 11 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 8 agents des services généraux (voir tableau 19.10). La croissance des ressources (111 200 dollars) résulte des effets conjugués a) de la proposition tendant à supprimer un poste de la classe P-3; b) de la réaffectation d'un poste de la classe P-4 du sous-programme 1, Activités sous-régionales dans les Caraïbes, afin de renforcer la capacité du présent sous-programme d'exécuter les activités bénéficiant d'un rang élevé de priorité au cours de l'exercice biennal à venir; et c) de l'application des nouveaux taux normalisés de vacance de postes.

Consultants et experts

- 19.34 Les ressources demandées (63 000 dollars), qui représentent une réduction de 34 600 dollars, comprennent a) un montant de 44 000 dollars qui servira à financer les services spécialisés de consultants, non assurés par le secrétariat de la CEPALC, requis pour réaliser i) une étude sur les moyens d'adapter les politiques commerciales à la situation existante en matière de compétitivité dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ii) une étude de l'incidence de la concurrence internationale sur l'élaboration des politiques commerciales de la région, et iii) une étude des nouveaux marchés s'ouvrant à la région; et b) un montant de 19 000 dollars qui couvrira la tenue de deux des quatre réunions spéciales de groupes d'experts visées plus haut au sous-alinéa i) de l'alinéa a) du paragraphe 19.32.

Voyages

- 19.35 Le montant prévu (87 100 dollars), qui représente une diminution de 28 500 dollars, couvrirait les frais de voyage des fonctionnaires qui participeront à des consultations et des missions relatives à l'établissement de huit études au cours de l'exercice biennal.

Sous-programme 2

Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale

Tableau 19.11

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	1 594,5	1 565,0	125,2	8,0	1 690,2	140,6	1 830,8
Consultants et experts	8,2	15,4	47,1	305,8	62,5	6,4	68,9
Voyages	5,2	—	24,4	—	24,4	2,4	26,8
Total	1 607,9	1 580,4	196,7	12,4	1 777,1	149,4	1 926,5

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif		1998-1999
				Montant estimatif
a) Services d'appui à :	—	—		—
i) Des organismes des Nations Unies	—	—		—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—		—
b) Activités de fond	—	—		—
c) Projets opérationnels :	17,6	333,7		373,9
Autres sources bilatérales	—	7,8		8,0
PNUD	—	—		—
Commission des Communautés européennes	22,9	408,9		393,5
Total	40,5	750,1		777,4
Total 1) et 2)	1 648,4	2 330,5		2 703,9

Tableau 19.12

Postes nécessaires

Sous-programme 2. Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	—	—	1	1	2	2
P-4/3	4	4	—	—	—	1	4	5
Total	5	5	—	—	1	2	6	7
Autres catégories								
Agents locaux	5	5	—	—	—	—	5	5
Total	5	5	—	—	—	—	5	5
Total général	10	10	—	—	1	2	11	12

- 19.36 Les activités prévues à ce sous-programme seront exécutées par la Division du commerce international et des finances.
- 19.37 La difficulté de concilier la mondialisation de l'économie et les accords d'intégration régionaux, pour éviter que l'économie mondiale ne se fragmente en blocs commerciaux, se fait également ressentir au niveau de l'hémisphère en raison des multiples accords conclus par de nombreux pays de la région aux niveaux bilatéral, multilatéral, régional et sous-régional et à celui de l'hémisphère.
- 19.38 Dans le même temps, le processus d'intégration régionale fait apparaître la progression simultanée d'accords d'intégration unidimensionnelle ou limitée, qui visent à libérer les marchés de biens, de services et de facteurs de production (à l'exception de la main-d'oeuvre), et d'accords d'intégration pluridimensionnelle ou approfondie, qui ont déjà atteint le stade d'unions douanières et dont l'objectif est de créer des marchés communs ou des unions économiques, assortis de politiques coordonnées et harmonisées, voire communes.
- 19.39 Les activités envisagées ont pour principal objectif de contribuer à l'analyse des problèmes théoriques et pratiques auxquels les pays de la région vont se heurter à mesure qu'ils progressent dans l'application des accords d'intégration qu'ils ont déjà conclus ou qu'ils concluront; d'apporter aux États membres et aux institutions intégrées sous-régionales un appui analytique et opérationnel, afin de continuer à renforcer les zones de libre-échange qui existent dans la région, en veillant à ce qu'elles finissent par converger et, dans la mesure du possible, en favorisant leur passage du stade de l'intégration limitée à celui d'une intégration plus poussée; et d'accorder une attention soutenue à l'analyse des problèmes dont l'importance grandit à mesure que le processus d'intégration s'approfondit dans la région, comme la dimension sociale de l'intégration régionale et la mise en place d'une infrastructure qui facilitera le processus d'intégration, en particulier dans le secteur des transports.

Activités

- 19.40 Au cours de l'exercice biennal, les activités suivantes seront entreprises :
- a) *Services d'appui aux organes intergouvernementaux et aux groupes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Cinq réunions spéciales de groupes d'experts chargés de comparer le régionalisme ouvert en Amérique latine et en Asie, en particulier le comportement des petites et moyennes entreprises; d'analyser les politiques existantes dans le domaine des transports et les solutions*

apportées à la pénurie d'espace dans les grandes zones urbaines de la région; d'examiner la situation des transports maritimes dans la région, compte tenu de la mondialisation et de l'intégration verticale des services; d'étudier les possibilités de mettre en place les cadres institutionnels et les mécanismes du marché voulus pour réaliser et maintenir un équilibre compétitif entre les modes de transport ferroviaire et routier; et d'examiner les services d'intermédiaires dans les transports internationaux en Amérique latine et dans les Caraïbes et leurs liens avec les services d'appui mondiaux;

- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Publication périodique. Bulletin FAL*, publication bimensuelle sur la facilitation des échanges et des transports en Amérique latine et dans les Caraïbes;
 - ii) *Douze publications non périodiques* sur les incidences des différentes formes de privatisation des chemins de fer et de l'octroi de concessions pour l'entretien des voies ferrées sur la répartition modale des transports et l'efficacité du secteur des transports terrestres en Amérique latine; l'historique et les perspectives d'avenir du processus d'intégration en Amérique latine et dans les Caraïbes, eu égard en particulier à la convergence du cadre réglementaire régional et à celle de la réglementation dans le domaine social; l'évolution du commerce et de l'investissement intrarégionaux, la nature des échanges, le commerce intrasectoriel et l'internationalisation des entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes; les aspects, les avantages et les coûts sociaux du processus d'intégration, du point de vue notamment de l'emploi et de la sécurité sociale; l'analyse des incidences éventuelles de la concurrence au sein des marchés élargis sur l'évolution technologique et la structure des entreprises de services de transport terrestre; l'adaptation des services de transport maritime aux besoins de la région en matière de commerce extérieur; l'évaluation de l'impact de la croissance des trafics de marchandises et de passagers sur le développement des principaux centres urbains de la région; le rôle des petites entreprises dans les plans d'intégration régionale et sous-régionale d'Amérique latine et des Caraïbes; le régionalisme ouvert en Asie; l'investissement intrarégional, les associations d'entreprises et l'innovation technologique; l'incidence de la mondialisation sur le système des conférences maritimes; l'étude comparative des formules permettant d'améliorer les transports urbains dans la région, en investissant dans de nouvelles infrastructures ou en prenant des mesures visant à modifier la répartition spatiale, modale et temporelle de la demande; et les facteurs favorisant la concurrence sur le marché des services d'intermédiaires dans le domaine des transports;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions*. Appui au processus d'intégration de l'hémisphère : lors du Sommet des Amériques, tenu à Miami (États-Unis) en décembre 1994, les Chefs d'État et de gouvernement sont convenus, notamment, de créer une «Zone de libre-échange des Amériques» d'ici à l'an 2005 et ont prié l'OEA, la BID et la CEPALC d'aider les gouvernements dans leurs efforts visant à réaliser cet objectif. Par ailleurs, la coopération et la liaison continueront d'être assurées a) dans le domaine de l'intégration, avec le SELA, la BID, les secrétariats des différentes institutions intégrées de la région et les organismes publics et privés chargés des questions d'intégration; et b) dans le domaine des transports, avec l'ALADI, l'Association latino-américaine des chemins de fer, la Conférence des ministres sud-américains des transports, des communications et des travaux publics, le Conseil de l'Accord de Carthagène, la Commission centraméricaine des transports maritimes, le Marché commun sud-américain et le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA);
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs*, fournis sur demande, concernant l'historique et les perspectives d'avenir du processus d'intégration régionale, l'expérience acquise par les petites et moyennes entreprises dans les projets d'intégration régionale et la dimension sociale de cette dernière;
 - ii) *Projets* concernant a) l'imposition de droits d'utilisation de l'espace routier dans les villes d'Amérique latine, en vue de modifier la répartition spatiale, modale et temporelle de la demande; b) le transport ferroviaire; c) l'introduction de critères relatifs à l'entretien du réseau routier dans

les politiques de travaux publics; et d) des projets régionaux favorisant la conclusion d'accords de coopération concernant la dimension sociale de l'intégration régionale.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.41 Les effectifs prévus comprennent cinq postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et cinq postes d'agent des services généraux (voir tableau 19.12). La croissance des ressources (125 200 dollars) résulte de l'application des nouveaux taux normalisés de vacance de postes.

Consultants et experts

- 19.42 Les ressources prévues (62 500 dollars), soit une réduction de 47 100 dollars, comprennent a) un montant de 29 700 dollars, demandé pour la première fois, qui servira à financer les services spécialisés de consultants, non assurés par le secrétariat de la CEPALC, requis pour réaliser une étude sur l'adaptation des services de transport maritime aux besoins de la région en matière de commerce extérieur et un rapport sur l'historique et les perspectives d'avenir du processus d'intégration économique en Amérique latine et dans les Caraïbes, eu égard en particulier à la convergence du cadre réglementaire régional et à celle de la réglementation dans le domaine social; et b) un montant de 32 800 dollars qui couvrira la tenue de trois des cinq réunions spéciales de groupes d'experts visées à l'alinéa a) du paragraphe 19.40. Le montant prévu, supérieur au niveau actuel (17 400 dollars), correspond aux ressources effectivement nécessaires pour couvrir les réunions spéciales de groupes d'experts.

Voyages

- 19.43 Un nouveau montant de 24 400 dollars est demandé pour couvrir les frais des voyages des fonctionnaires qui participeront à des consultations et des missions en vue de l'établissement de quatre publications et qui travailleront en collaboration et coopération étroites avec d'autres organisations régionales.

**Sous-programme 3
Développement des moyens de production,
des techniques et de l'esprit d'entreprise**

Tableau 19.13

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

<i>Objet de dépense</i>	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Réévaluation des coûts</i>	<i>1998-1999 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>			
Postes	2 143,7	2 365,1	1 389,8	58,7	3 754,9	359,7	4 114,6
Autres dépenses de personnel	—	—	30,0	—	30,0	3,1	33,1
Consultants et experts	24,9	57,3	94,3	164,5	151,6	15,4	167,0
Voyages	4,4	56,3	43,9	77,9	100,2	10,1	110,3
Total	2 173,0	2 478,7	1 558,0	62,8	4 036,7	388,3	4 425,0

Tableau 19.13 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	515,1	912,1	c) Projets opérationnels :	2 027,2
	315,7	148,2	Autre ressources bilatérales	—
			PNUD	—
Total	830,8	1 060,3		2 027,2
Total 1) et 2)	3 003,8	3 539,0		6 452,2

Tableau 19.14

Postes nécessaires

Sous-programme 3 : Développement des moyens de production, des techniques et de l'esprit d'entreprise

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	3	—	—	—	—	2	3
P-4/3	4	8	—	—	1	2	5	10
P-2/1	3	2	—	—	2	1	5	3
Total	10	14	—	—	3	3	13	17
Autres catégories								
Agents locaux	6	8	—	—	1	—	7	8
Total	6	8	—	—	1	—	7	8
Total général	16	22	—	—	4	3	20	25

19.44 Les activités relatives à ce sous-programme seront entreprises par la Division de la production, de la productivité et de la gestion.

19.45 D'ici la fin de cette décennie, la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes auront mené à bien et consolidé leur processus de stabilisation. Ils auront aussi progressé dans la restructuration de leurs économies. Le principal défi consistera dès lors à accélérer le rythme de croissance. À cet égard, le développement tardif offre l'avantage de pouvoir sauter certaines étapes technologiques et d'évoluer plus rapidement vers la frontière des possibilités de la production internationale. Pour appliquer une telle stratégie, il convient d'identifier, parmi les meilleures pratiques et technologies actuellement disponibles à l'échelon international, celles qui conviennent le mieux aux conditions locales, les adapter et les divulguer rapidement dans les économies de la région. Il faut également, dans la réalisation de ce processus, disposer d'une infrastructure adéquate et dynamique dans les domaines scientifique et technique et en matière de vulgarisation.

- 19.46 D'autre part, le caractère systématique de l'effort indispensable à l'accroissement de la productivité exige la mise en oeuvre dans la région de politiques de type micro-économique et méso-économique visant à faciliter la modernisation de l'entreprise, y compris la micro-entreprise et les unités de production rurales, ainsi qu'à améliorer l'efficacité du support de l'entreprise, à savoir les aspects liés à l'infrastructure, le système de formation et le marché des capitaux.
- 19.47 En outre, l'Amérique latine et les Caraïbes étant riches en ressources naturelles, leur itinéraire de développement devra nécessairement passer par une industrialisation fondée sur l'exploitation de leurs richesses naturelles parallèlement à l'expansion des activités connexes. À cet égard, il convient de souligner l'intérêt des complexes productifs basés sur la pêche, la sylviculture, l'industrie minière, les ressources énergétiques et l'agriculture.
- 19.48 Les principales orientations de ce sous-programme consistent à collaborer davantage avec les pays de la région dans l'étude et la mise en oeuvre de politiques et de mesures visant à renforcer l'aspect technologique des activités productives, à accroître la compétitivité, à éliminer les goulets d'étranglement sur les marchés des principaux facteurs de production, à stimuler le développement de l'entreprise et à permettre de mieux maîtriser la question des complexes productifs organisés autour de l'exploitation des ressources naturelles.

Activités

- 19.49 Les activités entreprises au cours de l'exercice biennal seront les suivantes :
- a) *Services requis par les organes intergouvernementaux et organes d'experts (budget ordinaire/ressources extrabudgétaires). Neuf réunions de groupes spéciaux d'experts* sur les sujets suivants : structure industrielle et compétitivité de la région sur le plan international; incidences du développement des complexes productifs organisés autour de l'exploitation des ressources naturelles sur le développement et la compétitivité de la région; analyse des résultats de l'étude de la compétitivité des pays de la région dans le domaine des produits agricoles et agro-industriels; raisons des changements intervenus dans les marchés des facteurs de production de la région, et suggestions concernant la formulation de politiques y relatives; analyse d'études sur les systèmes d'innovation technique en vue de répondre aux besoins de la région en matière de compétitivité et de rapprochements internationaux; conception de politiques visant à favoriser le développement de la production rurale en créant des couplages avec les agglomérations de taille moyenne; analyse des conclusions d'études sur le rôle des sociétés transnationales dans la promotion des exportations; analyse des conclusions d'études sur les sociétés transnationales, l'investissement étranger et le commerce extérieur;
 - b) *Autres activités de fond*
 - i) *Publications en série. Inversión extranjera en América Latina y el Caribe (2);*
 - ii) *Vingt-trois publications isolées* sur les sujets suivants : les possibilités des complexes productifs organisés autour de l'exploitation des ressources naturelles, par exemple en ce qui concerne les industries et services d'approvisionnement et de transformation ou ceux présentant des similitudes structurelles sur le plan technique ou sur celui de la gestion, l'objectif étant de définir des politiques propres à renforcer les complexes productifs en voie de création dans la région (2); études analytiques des changements intervenus dans la structure industrielle et la compétitivité de la région, l'accent étant mis sur des propositions concernant les politiques à mener en matière de compétitivité (4); compétitivité des pays de la région dans le domaine des produits agricoles et agro-industriels; développement de la production rurale en créant des couplages avec les agglomérations de taille moyenne; marchés des facteurs de production de la région, l'accent étant mis sur le recensement et l'analyse des causes des changements observés dans ces marchés; systèmes d'innovation technique et de transfert de technologie (2 publications, dont 1 sur le secteur industriel et l'autre sur l'agriculture); dynamique des petites et moyennes entreprises de la région; études de cas sur les sociétés transnationales, l'investissement étranger et le commerce

international, suivies d'une synthèse; étude comparative des stratégies et politiques nationales en ce qui concerne l'investissement étranger direct et son effet sur la compétitivité, à l'échelon international, des pays qui en bénéficient (2); documents présentant une information actualisée sur le contexte juridique de l'investissement étranger en Amérique latine et dans les Caraïbes et des données statistiques sur ledit investissement (2); rapports sur les sociétés transnationales et l'investissement étranger (2); études de cas sur les sociétés transnationales et leur influence sur la modernisation économique des pays de la région sur le plan technique et l'amélioration de leur compétitivité sur le plan international (2); étude des répercussions des changements de stratégie des sociétés transnationales sur l'économie des pays de la région; étude de l'internationalisation des sociétés d'Amérique latine grâce aux investissements effectués à l'étranger; étude des nouveaux facteurs déterminants et principes d'action permettant de maximiser la contribution des sociétés transnationales au développement économique des pays où elles sont implantées;

- iii) *Documentation technique*. Révision annuelle de deux logiciels : CAN (analyse de la compétitivité des différents pays) et PADI (programme d'analyse de la dynamique industrielle); création et mise à jour d'une base de données sur l'investissement étranger en Amérique latine et dans les Caraïbes, contenant à la fois des données d'ordre juridique et des statistiques;
- c) *Coopération internationale, coordination et liaisons interinstitutions*. Les liaisons et les rapports de coopération seront maintenus avec les entités des secteurs public, universitaire et privé, ainsi qu'avec la FAO, la CNUCED, l'ONUDI, le PNUD et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). Des relations de collaboration seront également maintenues avec divers organismes internationaux ou régionaux tels que la Banque mondiale, la BID et le SELA;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/ressources extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs*. Services de coopération technique fournis à la demande, dans les domaines suivants : a) restructuration industrielle et politiques relatives à la compétitivité; b) développement industriel à partir de la transformation de ressources naturelles; c) politiques possibles en vue de maximiser la contribution des sociétés transnationales au développement;
 - ii) *Formation de groupe*. Formation dispensée à la demande, portant sur les questions suivantes : utilisation des logiciels CAN et PADI; restructuration industrielle et compétitivité sur le plan international; développement industriel à partir de la transformation des ressources naturelles;
 - iii) *Projets*. Projets régionaux concernant la conception et la mise en oeuvre de politiques de restructuration industrielle; création de foyers de développement industriel autour de la transformation de ressources naturelles; politiques visant à améliorer la qualité, l'efficacité et l'utilité des services techniques et spécialisés; politiques possibles pour favoriser le développement des marchés des terrains agricoles; conception des politiques relatives à la compétitivité; mise en place d'ensembles d'activités de transformation des ressources naturelles; analyse informatisée des données relatives à la compétitivité des pays.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.50 Comme on le voit au tableau 19.14, l'effectif nécessaire se compose de 14 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 8 agents recrutés localement. Un poste P-4 du sous-programme 7 (Durabilité des ressources écologiques et terrestres) sera transféré au sous-programme 3, qui sera ainsi renforcé pour l'exécution de certains produits prioritaires. Un poste P-4 de Santiago (administration et services communs) sera également transféré à ce sous-programme dans le même but. D'autre part, 1 poste P-3 et 1 poste d'agent des services généraux seront prélevés sur le sous-programme 4 (Équilibres macro-économiques, investissement et financement) et affectés au sous-programme 3 pour tenir compte de la nouvelle structuration des sous-programmes dans le plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (A/51/6/Rev.1 et Rev.1/Corr.1). Un poste P-5, 1 poste P-4 et 1 poste d'agent local précédemment financés par la CNUCED au titre du Groupe commun CNUCED/CEPALC des sociétés transnationales seraient transférés

à ce sous-programme au lieu de figurer dans le budget de la CNUCED. Il est proposé de supprimer 1 poste P-2. L'augmentation de 1 389 800 dollars par rapport au niveau actuel des dépenses est le résultat des 7 transferts et de la suppression de 1 poste, ainsi que de l'application des nouveaux taux de vacance standard.

Autres dépenses de personnel

- 19.51 Un montant de 30 000 dollars est prévu au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) en vue de la mise à jour et de la maintenance des logiciels CAM et PADI [voir le paragraphe 19.49 b) iii)].

Consultants et experts

- 19.52 Le montant estimatif des dépenses, soit 151 600 dollars, se décompose comme suit : a) 87 600 dollars pour les services de consultants spécialisés manquant au secrétariat de la CEPALC pour l'élaboration des éléments nécessaires à 12 des études énumérées au paragraphe 19.49 b) iii); b) 64 000 dollars pour six des neuf réunions de groupes spéciaux d'experts prévues au paragraphe 19.49 a) i). Les augmentations de 73 900 dollars au titre des consultants et 20 400 dollars au titre des réunions de groupes spéciaux d'experts résultent de l'augmentation du nombre de domaines spécialisés couverts par le sous-programme.

Voyages

- 19.53 Un crédit de 100 200 dollars, en augmentation de 43 900 dollars, est demandé au titre des voyages autorisés en vue des consultations et des missions à entreprendre dans le cadre de la réalisation de 14 études et de la création et la tenue à jour de la base de données sur l'investissement étranger en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que pour maintenir des liens étroits de collaboration et de coopération avec les institutions universitaires, le secteur privé, la FAO, la CNUCED, l'ONUDI, le PNUD et l'IICA.

Sous-programme 4 Équilibres macro-économiques, investissement et financement

Tableau 19.15

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	6 100,4	6 590,4	(761,1)	(11,5)	5 829,3	494,3	6 323,6
Autres dépenses de personnel	—	—	50,0	—	50,0	5,1	55,1
Consultants et experts	42,8	90,1	(2,0)	(2,2)	88,1	9,1	97,2
Voyages	115,1	119,5	—	—	119,5	12,3	131,8
Total	6 258,3	6 800,0	(713,1)	(10,4)	6 086,9	520,8	6 607,7

Tableau 19.15 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	573,8	2 445,8	c) Projets opérationnels :	1 960,7
	334,5	186,3	Autres ressources bilatérales	—
			PNUD	—
Total	908,3	2 632,1		1 960,7
Total 1) et 2)	7 166,6	9 432,1		8 568,4

Tableau 19.16

Postes nécessaires

 Sous-programme 4 : Équilibres macro-économiques,
investissement et financement

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	6	5	—	—	—	1	6	6
P-4/3	12	9	—	—	3	1	15	10
P-2/1	3	3	—	—	1	—	4	3
Total	22	18	—	—	4	2	26	20
Autres catégories								
Agents locaux	21	19	—	—	—	—	21	19
Total	21	19	—	—	—	—	21	19
Total général	43	37	—	—	4	2	47	39

19.54 Ce sous-programme sera exécuté par la Division du développement économique, avec l'aide des services du siège sous-régional de la CEPALC et des bureaux de Buenos Aires, Brasilia et Montevideo. Il comprend également les activités du Centre latino-américain de documentation économique et sociale.

19.55 Les gouvernements de la région procèdent actuellement à d'importantes réformes et mettent en œuvre des politiques macro-économiques et institutionnelles visant à mettre en place de nouveaux modes de fonctionnement dans l'activité économique de leur pays. Le secrétariat de la CEPALC leur apporte son concours pour ce qui est de l'analyse, du suivi des résultats obtenus et du développement de leurs systèmes d'information, afin d'améliorer la prise de décisions dans les secteurs public et privé, ainsi que l'évaluation des résultats. À l'échelon macro-économique, il assure le suivi des différentes politiques en vue d'établir l'*Estudio económico*, le *Panorama económico* et le *Balance preliminar*, qui sont considérés comme les sources d'information les plus actuelles de la région en matière d'évaluation macro-économique.

- 19.56 Les réformes budgétaires et monétaires et celles qui portent sur les taux de change, ainsi que les politiques correspondantes, sont examinées en étroite collaboration avec les gouvernements, ce qui permet de dégager des conclusions sur les succès obtenus, les difficultés rencontrées et les défis à relever. À cet égard, il faut s'attendre dans les années qui viennent à devoir s'intéresser de plus en plus à des politiques permettant de rendre les pays mieux à même de générer les ressources financières nécessaires à l'investissement et d'assurer le bon fonctionnement des institutions et instruments qui permettent d'orienter ces ressources vers la formation de capital.
- 19.57 Les principales activités prévues au titre de ce programme visent les objectifs suivants : a) dresser un bilan systématique de l'application de politiques et de réformes économiques et évaluer leur influence sur les résultats économiques de la région; b) participer activement, en collaboration avec les gouvernements, à la formulation desdites politiques et réformes; c) faire progresser les activités de recueil, d'exploitation et de diffusion des statistiques économiques nécessaires à la prise de décisions dans les secteurs public et privé.

Activités

- 19.58 Les activités ci-après seront entreprises au cours de l'exercice biennal :
- a) *Services requis par les organes intergouvernementaux et organes d'experts.* Deux groupes spéciaux d'experts, l'un sur les réformes économiques et leur incidence sur les stratégies visant à modifier les schémas de production dans la justice sociale et l'autre sur l'évolution de la productivité dans les pays de la région et ses effets sur les variables macro-économiques;
 - b) *Autres activités de fond*
 - i) *Publications en série. Balance préliminaire de la économie de América Latina y el Caribe* (1998 et 1999); *Estudio económico de América Latina y el Caribe* (1997-1998 et 1998-1999); *Panorama económico de América Latina y el Caribe* (1998 et 1999);
 - ii) *Sept publications isolées* sur les thèmes suivants : évolution des techniques et des industries de l'information et de la communication, et son effet sur le développement; réformes économiques et leur incidences sur les stratégies visant à modifier les schémas de production dans la justice sociale; politiques économiques devant permettre de résister aux perturbations d'origine extérieure, l'accent étant mis sur l'analyse des variations des flux de capitaux dans les situations particulièrement instables et leurs répercussions sur l'économie d'un pays, notamment en ce qui concerne les taux de change, l'épargne et la stabilité du secteur bancaire; évolution de la productivité des économies de la région et ses incidences sur les variables macro-économiques, particulièrement la croissance, l'emploi et la balance des paiements; dépenses sociales et possibilité offerte par celles-ci de rendre les sociétés latino-américaines plus équitables sans perturber la stabilité macro-économique; liens réciproques entre la gestion de l'information, la gestion des affaires publiques et la réforme de l'État; situation et évolution en ce qui concerne la formulation et la mise en oeuvre de politiques des pouvoirs publics relatives au développement du secteur de l'information;
 - iii) *Documentation technique.* Organisation, création et tenue de bases de données sur divers aspects du développement économique;
 - c) *Coopération internationale, coordination et liaisons interinstitutions.* Les liaisons et les rapports de coopération seront maintenus a) dans le domaine des problèmes et des politiques relatifs au développement, avec divers programmes et organismes des Nations Unies, notamment le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat, ainsi qu'avec les autres organes internationaux, régionaux et sous-régionaux et avec les administrations publiques des pays de la région; b) dans le domaine de la gestion de l'information en vue du développement, avec les organes d'intégration régionale tels que le Système d'intégration de l'Amérique centrale, le SIECA et l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine, ainsi que le Centre latino-américain d'administration pour le développement et l'Institut centraméricain d'administration publique;

- d) *Coopération technique (budget ordinaire/ressources extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs.* Services de coopération technique fournis à la demande, dans les domaines suivants : a) choix de politiques permettant de stimuler l'investissement et la productivité, de régler les problèmes de flux financiers, de progresser sur le plan de la justice sociale et de concevoir des institutions propres à faciliter l'atteinte de ces objectifs; b) gestion de l'information et modernisation de l'organisation de la gestion publique dans le domaine de l'information;
 - ii) *Formation de groupe.* Trois séminaires sur la gestion de l'information et des stages annuels sur certains aspects spécialisés de la gestion de l'information et certaines techniques spécialisées en la matière;
 - iii) *Projets* portant sur les thèmes suivants : croissance, emploi et équité en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les années 90 (2); décentralisation des finances publiques et gestion des politiques budgétaires; conditions institutionnelles à remplir pour la deuxième phase du développement induit par le marché; épargne, croissance et équité; politique budgétaire.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.59 Comme le montre le tableau 19.16, l'effectif nécessaire se compose de 18 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 19 agents recrutés localement. Un poste P-3 et un poste d'agent local seront transférés de ce sous-programme au sous-programme 3 (Développement des moyens de production, des techniques et de l'esprit d'entreprise) pour tenir compte de la nouvelle structuration des sous-programmes du plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (A/51/6/Rev.1 et Rev.1/Corr.1). L'analyse détaillée des moyens nécessaires pour exécuter le programme de travail défini aux paragraphes 19.54 à 19.58 conduit à proposer de supprimer 1 poste P-5, 2 postes P-3 et 1 poste d'agent local. L'économie de 761 100 dollars est le résultat global des 4 suppressions de poste, des 2 transferts et de l'application des nouveaux taux de vacance standard.

Autres dépenses de personnel

- 19.60 Il est proposé de prévoir un montant de 50 000 dollars au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) pour l'engagement de courte durée de spécialistes dont les services sont nécessaires pour organiser, créer et tenir des bases de données sur le développement économique [voir le paragraphe 19.58 b) iii)].

Consultants et experts

- 19.61 Le montant prévu s'élève à 88 100 dollars, ce qui correspond à une légère baisse, et se ventile comme suit : a) 67 000 dollars pour les services de consultants spécialisés manquant au secrétariat de la CEPALC pour l'élaboration des éléments nécessaires à des études sur i) l'évolution de la productivité dans les pays de la région et ses effets sur les variables macro-économiques, particulièrement la croissance, l'emploi et la balance des paiements; ii) les dépenses sociales et la mesure dans lesquelles elles peuvent permettre de parvenir à des sociétés plus équitables en Amérique latine sans perturber les équilibres macro-économiques; et iii) les liens réciproques entre la gestion de l'information, la gestion des affaires publiques et la réforme de l'État; b) 21 100 dollars pour réunir deux groupes spéciaux d'experts [voir le paragraphe 19.58)].

Voyages

- 19.62 Le renouvellement d'un crédit de 119 500 dollars est demandé pour permettre au personnel de se rendre aux réunions du Comité de la planification du développement et d'effectuer d'autres voyages en vue des consultations et des missions à entreprendre dans le cadre de la réalisation de l'*Estudio económico de América Latina y el Caribe* (1997-1998 et 1998-1999), du *Panorama económico de América Latina y el Caribe* (1998 et 1999) et de cinq autres études.

Sous-programme 5

Développement social et justice sociale

Tableau 19.17

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	2 216,9	2 464,8	9,8	0,3	2 474,6	233,9	2 708,5
Consultants et experts	37,2	85,1	18,2	21,3	103,3	10,8	114,1
Voyages	35,8	90,6	8,0	8,8	98,6	9,9	108,5
Total	2 289,9	2 640,5	36,0	1,3	2 676,5	254,6	2 931,1

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	148,6	1 579,5	c) Projets opérationnels :	2 026,4
	107,5	—	Autres ressources bilatérales	—
	287,5	235,0	FNUAP	—
			Autres organismes des Nations Unies	—
Total	543,6	1 814,5		2 026,4
Total 1) et 2)	2 833,5	4 455,0		4 957,5

Tableau 19.18

Postes nécessaires
Sous-programme 5 : Développement social et justice sociale

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	7	6	—	—	3	2	10	8
P-2/1	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	11	10	—	—	3	2	14	12
Autres catégories								
Agents locaux	4	4	—	—	—	—	4	4
Total	4	4	—	—	—	—	4	4
Total général	15	14	—	—	3	2	18	16

- 19.63 Les activités au titre de ce sous-programme seront exécutées par la Division du développement social.
- 19.64 Affronter les répercussions sociales de la récession des années 80, réformer les institutions et les politiques de sécurité sociale, d'éducation et de santé et renforcer le capital humain afin qu'il serve d'assise au développement économique figurent parmi les principaux défis que devront relever les gouvernements dans le domaine social.
- 19.65 Le secrétariat de la CEPALC, grâce à diverses activités, a contribué à faciliter la tâche des pays de la région à cet égard. En collaboration avec les gouvernements, le secrétariat étudie les réformes en matière de santé, d'éducation et de sécurité sociale et analyse de nouvelles propositions de politique générale. Une attention particulière a été accordée au thème de l'éducation et aux politiques susceptibles de renforcer le capital humain de la région à long et à moyen terme. Le secrétariat a fait des efforts considérables pour contribuer à renforcer la capacité nationale de production de données opportunes et fiables sur la pauvreté, l'enfance, les jeunes, la famille et les distinctions fondées sur le sexe. Il a par ailleurs établi une banque de données actualisées couvrant une vaste gamme de sujets. D'autre part, le *Panorama social* établi par la CEPALC constitue une publication d'avant-garde quant à l'évaluation des politiques et à l'analyse des programmes des gouvernements dans le domaine social.
- 19.66 Durant l'exercice biennal 1998-1999, les activités menées au titre de ce sous-programme viseront essentiellement à aider les gouvernements des pays de la région dans la mise au point et le suivi des politiques sociales ainsi que des réformes et modifications qui y seront apportées. À cette fin, on procédera à des analyses des répercussions sociales, économiques et institutionnelles associées à la production, au trafic et à la consommation des drogues et l'on proposera des stratégies intégrées et intersectorielles pour y faire face.
- 19.67 Enfin, en vue d'aider les pays de la région à supprimer les obstacles qui subsistent en ce qui concerne la pleine intégration des femmes au processus de développement, le sous-programme appuiera la mise en place de mécanismes institutionnels régionaux visant à favoriser la collaboration et la participation actives des femmes dans les principaux domaines du développement économique, politique et social. À cet égard, une attention particulière sera accordée à la mise en oeuvre du Programme d'action régional pour

l'intégration des femmes au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001.

Activités

19.68 Les activités ci-après seront entreprises durant l'exercice biennal :

- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux/d'experts (budget ordinaire/fonds extra-budgétaires)*
 - i) *Services fonctionnels nécessaires pour les réunions.* Trois réunions des présidents de la Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes; et deux réunions d'experts techniques gouvernementaux dans le domaine social, dont l'une aura pour objet d'analyser les succès et les limites des politiques de réforme sociale et l'autre visera à arrêter des stratégies intégrées et intersectorielles de lutte contre le problème des drogues;
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Quatre rapports d'activité du Secrétariat et établissement d'une documentation de fond pour les réunions des présidents de la Conférence régionale;
 - iii) *Cinq réunions des groupes spéciaux d'experts.* Analyse des succès et des limites des réformes en matière de politique sociale; examen des questions prioritaires découlant du Programme d'action régional (deux réunions); examen des changements économiques et sociaux, des principaux obstacles qui existent sur les marchés du capital humain et de l'emploi, et étude de leurs effets sur le bien-être et la justice sociale; et analyse du contexte social, économique et institutionnel dans lequel se situent la production, le trafic et la consommation des drogues, et des répercussions de cette situation;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Six publications en série.* *Panorama social de l'Amérique latine* (1998 et 1999); *Mujer y desarrollo* (quatre numéros);
 - ii) *Dix-neuf publications isolées.* Études comparatives des réformes politiques, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, en particulier du point de vue des améliorations à apporter en ce qui concerne la couverture, la justice sociale, la qualité et la décentralisation (quatre); études sur les modifications de l'importance respective du secteur public et du secteur privé et sur la mise en place de mécanismes assimilables à ceux du marché pour la fourniture des services sociaux (deux); études concernant les effets des réformes sectorielles sur la productivité du capital humain national dans certains pays de la région (deux); études comparatives concernant les réformes en matière de gestion des systèmes de prestation de services sociaux (deux); études concernant les effets des politiques de développement économique et social sur le bien-être et la justice sociale, en vue de proposer des instruments qui permettent activement de surmonter les obstacles majeurs auxquels on se heurte sur les principaux marchés du capital humain et de l'emploi (deux); études concernant les répercussions sociales, économiques et institutionnelles de la production, du trafic et de la consommation des drogues (trois); et études concernant des thèmes spécifiques ayant pour objet de resserrer les liens entre l'analyse des questions intéressant les femmes et les travaux des organismes relevant de la CEPALC (quatre);
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations.* Participation à des réunions interorganisations avec les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies; en outre, on maintiendra des liens de coopération et on assurera la liaison a) dans le domaine du développement social, avec les institutions gouvernementales, les organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux ainsi qu'avec l'Organisation des États américains (OEA), le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, le FNUAP et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS); b) dans le domaine des drogues, avec le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et les organes gouvernementaux exerçant des responsabilités à cet égard; et c) dans le domaine de l'intégration des

femmes au développement, avec divers organismes du système des Nations Unies, en particulier la Division de la promotion de la femme du Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW). On maintiendra par ailleurs une étroite collaboration avec les organismes spécialisés des Nations Unies au niveau régional, en particulier en ce qui concerne la coordination des activités en faveur des femmes;

d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

- i) *Services consultatifs.* a) Méthodes de collecte et d'analyse d'informations statistiques en vue de l'établissement ou de l'actualisation des études de diagnostic dans le domaine social; b) évaluation des politiques, programmes et projets dans le domaine social; c) élaboration de politiques et création et renforcement des institutions qui s'emploient à promouvoir l'intégration des femmes au développement;
- ii) *Formation de groupe.* a) Évaluation des politiques, programmes et projets dans le domaine social (annuel); b) méthodes d'élaboration et d'évaluation des programmes et projet sociaux (semi-annuel); c) sexospécificités et développement;
- iii) *Projets* portant sur a) les effets de la production, du trafic et de la consommation des drogues et les stratégies intégrées visant à y faire face; et la réforme de la gestion des politiques sociales, en collaboration avec l'OEA; b) le renforcement des liens entre l'étude des questions intéressant les femmes et les travaux des organismes relevant de la CEPALC; c) l'intégration des femmes dans le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes; et d) le développement social et la justice sociale.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.69 Les ressources prévues doivent permettre de financer 10 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et quatre postes d'agent local, comme indiqué au tableau 19.18. Ces prévisions tiennent compte du transfert d'un poste P-4 de ce sous-programme au sous-programme 10 (Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale) afin de renforcer les moyens techniques dont est doté ce dernier pour la réalisation des produits considérés comme prioritaires durant l'exercice biennal 1998-1999. L'augmentation de 9 800 dollars est imputable à l'effet net de l'application de nouveaux taux standard de vacance de postes, qui n'est pas entièrement compensée par le transfert du poste P-4.

Consultants et experts

- 19.70 Les ressources prévues (103 300 dollars) comprennent a) un montant de 58 200 dollars, soit une augmentation de 15 100 dollars, pour couvrir le coût des services spécialisés de consultants non disponibles au secrétariat de la CEPALC en vue de l'établissement des documents de fond et des rapports destinés aux réunions des présidents de la Conférence régionale; et b) un montant de 45 100 dollars, soit une augmentation de 3 100 dollars, correspondant au coût de quatre réunions de groupes spéciaux d'experts sur les cinq réunions qui sont mentionnées au paragraphe 19.68 a) iii).

Voyages

- 19.71 Les ressources prévues (98 600 dollars), qui font apparaître une augmentation de 8 000 dollars, doivent permettre de couvrir les frais de voyage du personnel appelé à participer à des réunions interorganisations des Nations Unies et à d'autres réunions au niveau régional, ainsi que le coût des consultations et missions liées à l'établissement du *Panorama social de l'Amérique latine* (1998-1999), de *Mujer y desarrollo* et d'autres études.

Sous-programme 6

Gestion administrative

Tableau 19.19

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 308,2	2 053,4	(85,3)	(4,1)	1 968,1	150,3	2 118,4
Autres dépenses de personnel	—	—	40,0	—	40,0	4,0	44,0
Consultants et experts	9,1	—	10,0	—	10,0	1,0	11,0
Voyages	16,6	22,8	5,4	23,6	28,2	2,9	31,1
Total	2 333,9	2 076,2	(29,9)	(1,4)	2 046,3	158,2	2 204,5

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	1998-1999 Montant estimatif
a) Services d'appui à :	—	—	—
i) Des organismes des Nations Unies	—	—	—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—	—
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels :	111,4	1 141,6	176,6
Autres ressources bilatérales	—	—	—
Diverses contributions à l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes	1 872,5	2 160,4	2 154,5
PNUD	131,4	619,0	330,0
Banque interaméricaine de développement	28,7	—	—
Total	2 144,0	3 921,0	2 661,1
Total 1) et 2)	4 477,9	5 997,2	4 865,6

Tableau 19.20

Postes nécessaires
Sous-programme 6. Gestion administrative

	<i>Postes permanents</i>		<i>Postes temporaires</i>				<i>Total</i>	
	<i>Budget ordinaire</i>		<i>Budget ordinaire</i>		<i>Fonds extrabudgétaires</i>			
	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	5	6	6	7
P-4/3	3	2	—	—	7	6	10	8
P-2/1	—	—	—	—	1	1	1	1
Total	5	4	—	—	13	13	18	17
Autres catégories								
Agents locaux	9	9	—	—	1	1	10	10
Total	9	9	—	—	1	1	10	10
Total général	14	13	—	—	14	14	28	27

- 19.72 Les activités au titre de ce sous-programme seront exécutées par l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ILPES).
- 19.73 Si l'on veut renforcer l'incidence positive de l'action des pouvoirs publics sur l'efficacité de l'ensemble du système économique, il faut notamment améliorer la qualité de l'administration publique et, partant, adapter les institutions étatiques en fonction de cet impératif. Il faut également qu'existe un climat stable et prévisible qui favorise l'activité du secteur privé. En conséquence, la consolidation des institutions susceptibles de promouvoir le développement, l'amélioration de la capacité de gestion de l'État et la modernisation des structures administratives étatiques figurent au nombre des activités prioritaires du programme de travail.
- 19.74 Les objectifs généraux de ce sous-programme consistent tout d'abord à mettre l'accent sur la nécessité, pour les gouvernements et les sociétés, de susciter de concert un appui social soutenu qui serve d'assise aux transformations économiques et sociales; et, en deuxième lieu, à forger une vision stratégique à moyen terme qui tienne compte tout à la fois des aspects techniques et politiques et qui favorise la mise en oeuvre de politiques de concertation et de participation des individus à ces transformations.
- 19.75 Le sous-programme est axé sur trois grands domaines. Le premier, de caractère plus mondial, concerne l'interaction entre les réformes économiques et la gestion publique, l'accent étant mis sur l'instauration de nouvelles capacités institutionnelles qui répondent aux nouvelles fonctions des pouvoirs publics. Le deuxième type d'action se rapporte à la conception des politiques publiques et à l'optimisation de leur gestion ainsi qu'à la mise au point de méthodologies et de procédures d'évaluation aux différents niveaux de l'administration publique. La troisième catégorie d'activités porte essentiellement sur l'analyse des innovations sur la plan de l'organisation et des expériences en matière de développement institutionnel dont s'accompagnent, d'une part, les processus de décentralisation aux niveaux régional et local et, d'autre part, la déréglementation des activités économiques et la mise en place de cadres réglementaires pour les secteurs qui sont peu compétitifs par nature.

Activités

19.76 Les activités suivantes seront menées pendant l'exercice biennal :

- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux/d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services fonctionnels nécessaires pour les réunions.* Dixième Conférence des ministres et des responsables de la planification d'Amérique latine et des Caraïbes; onzième réunion du Conseil régional de la planification; et vingtième réunion des présidents du Conseil régional de la planification;
 - ii) *Autres services.* Cinq réunions techniques sur la préparation aux activités de formation en matière de décentralisation et de développement (2); systèmes de développement local et d'information concernant les expériences de gestion locale en Amérique latine et en Espagne; culture, acteurs sociaux et développement régional; et harmonisation des investissements publics et privés;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Vingt publications isolées.* Suivi et mise en oeuvre des réformes économiques en cours dans les pays de la région; cadre institutionnel et dispositions organisationnelles applicables à la réglementation des services publics; développement économique local (2); développement, stratégies en vue de la réalisation d'un consensus et création d'emplois (2); décentralisation et participation des citoyens (2); ingénierie de l'aménagement du territoire; situation actuelle en ce qui concerne les processus de décentralisation dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes; identification, élaboration et évaluation de programmes sociaux à l'échelon local; nouvelles méthodes de programmation des investissements; *Boletín del Instituto* (4 numéros); examen des méthodes d'évaluation de la politique budgétaire; étude comparative des résultats des stratégies de développement régional; étude des projets d'évacuation des déchets solides ménagers qui prennent en compte les incidences sur l'environnement; et étude concernant l'identification, l'élaboration et l'évaluation des projets touristiques;
 - ii) *Brochures.* Cours international portant sur les réformes économiques et la gestion stratégique des services publics;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations.* On continuera d'entretenir des liens de coopération et d'assurer la liaison avec les organismes nationaux de planification en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'avec les universités et les centres de recherche, les organismes privés et les organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales. On continuera d'entretenir des liens étroits de collaboration avec l'Institut international d'administration publique du Gouvernement français, le Secrétariat général à la planification et au budget du Gouvernement espagnol et l'Association interaméricaine pour le budget public;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs.* Fourniture de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la programmation du secteur public; décentralisation, promotion de la production locale et du développement économique, et stratégies de réalisation d'un consensus en vue de la création d'emplois productifs; gestion du développement régional; et programmation et méthodes d'investissement en vue de l'établissement et de l'évaluation des projets et des programmes;
 - ii) *Formation de groupe.* Huit cours internationaux sur les réformes économiques et la gestion stratégique des services publics (2); la décentralisation, le développement économique et les stratégies de réalisation d'un consensus (2); le projet LIDER (Atelier intégré pour l'élaboration de stratégies régionales) (2); l'identification, l'élaboration et l'évaluation des projets d'investissement à l'échelon local (2); et un séminaire sur la décentralisation et la participation des citoyens au Chili.

Ressources nécessaires (aux taux courants)
Postes

- 19.77 Les ressources prévues doivent permettre de financer quatre postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et neuf postes d'agent local, comme indiqué au tableau 19.20. Ces prévisions tiennent compte de la suppression proposée d'un poste P-3 qui n'est pas nécessaire pour l'exécution du programme de travail exposé plus haut aux paragraphes 19.72 à 19.76. La réduction de 85 300 dollars est imputable à l'effet conjoint de la suppression de ce poste et de l'application des nouveaux taux standard de vacance de poste.

Autres dépenses de personnel

- 19.78 Un nouveau montant de 40 000 dollars est demandé pour les activités de recherche, de collecte des données et d'assistance en vue de la rédaction du *Boletín del Instituto* et de quatre études devant être établies au titre du programme de travail.

Consultants et experts

- 19.79 Un nouveau montant de 10 000 dollars est demandé pour couvrir le coût des services de consultants nécessaires en vue de l'établissement de deux études portant sur le développement, les stratégies de réalisation d'un consensus et la création d'emplois.

Voyages

- 19.80 Le montant prévu (28 200 dollars), qui fait apparaître une augmentation de 5 400 dollars, doit permettre de couvrir les frais de voyage du personnel appelé à participer à des réunions dans la région ou à l'extérieur et à engager des consultations avec les gouvernements ainsi qu'avec les institutions intergouvernementales et non gouvernementales au sujet de questions liées au programme de travail.

**Sous-programme 7
Durabilité des ressources
écologiques et terrestres**

Tableau 19.21

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 613,2	3 770,7	(196,0)	(5,1)	3 574,7	317,2	3 891,9
Autres dépenses de personnel	—	—	75,0	—	75,0	7,6	82,6
Consultants et experts	22,3	117,6	(6,6)	(5,6)	111,0	11,6	122,6
Voyages	66,2	104,7	—	—	104,7	10,7	115,4
Total	2 701,7	3 993,0	(127,6)	(3,1)	3 865,4	347,1	4 212,5

Tableau 19.21 (suite)
 2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	854,8	1 325,6	c) Projets opérationnels :	1 349,2
	387,0	—	Autres sources bilatérales	—
	—	333,7	Autres organismes des Nations Unies	—
	336,5	202,0	Commission des Communautés européennes	499,5
			Autres organisations multilatérales	125,4
Total	1 578,3	1 861,3		1 974,1
Total 1) et 2)	4 280,0	5 854,3		6 186,6

 Tableau 19.22
 Postes nécessaires

Sous-programme 7 : Durabilité des ressources écologiques et terrestres

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	1	—	—	2	1	4	2
P-4/3	11	10	—	—	3	3	14	13
P-2/1	2	2	—	—	1	1	3	3
Total	16	14	—	—	6	5	22	19
Autres catégories								
Agents locaux	8	7	—	—	—	—	8	7
Total	8	7	—	—	—	—	8	7
Total général	24	21	—	—	6	5	30	26

- 19.81 L'exécution de ce sous-programme incombe à la Division de l'environnement et des ressources naturelles.
- 19.82 La dimension écologique du développement retient de plus en plus l'attention des instances régionales et internationales, en raison notamment des corrélations étroites qui existent entre développement et environnement.
- 19.83 Étant donné le rôle stratégique que les ressources naturelles et l'énergie seront appelées à jouer dans la nouvelle phase du développement et de l'industrialisation de la région, il faudra veiller à ce que l'environnement n'ait pas à pâtir de l'intégration croissante des ressources naturelles à la production, du mode de gestion de ces ressources et, en particulier, des technologies utilisées.
- 19.84 Dans ce contexte, il conviendra de prêter une attention particulière à des questions telles que la capacité des pays de gérer leurs ressources hydriques, agricoles, minières et marines; l'incidence des modifications

apportées dans les règlements régissant l'exploitation des ressources naturelles ainsi que la production et l'utilisation de l'énergie; l'élimination des déchets et de la pollution dans les secteurs écologiquement fragiles et l'utilisation de techniques de production écologiquement rationnelles.

- 19.85 Par ailleurs, l'Amérique latine et les Caraïbes étant un continent essentiellement urbain, l'effort de transformation des modes de production pour les rendre équitables et écologiquement rationnels trouve dans les villes un potentiel synergique indispensable à la réalisation de ce processus, ce malgré les problèmes déjà anciens et les problèmes nouveaux que posent les concentrations urbaines.
- 19.86 Une bonne gestion de l'urbanisation implique le renforcement des pouvoirs publics démocratiques locaux à tous les niveaux, si l'on veut mobiliser les ressources requises pour remplacer, développer et moderniser des infrastructures urbaines pour la plupart déficientes et obsolètes. Elle nécessite également que l'on améliore la gestion des logements afin d'éviter que la pénurie actuelle ne s'aggrave.

Activités

- 19.87 Au cours de l'exercice biennal, les activités ci-après seront entreprises :
- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux/d'experts (budget ordinaire/fonds extra-budgétaires)*
 - i) *Services fonctionnels pour des réunions.* Réunion régionale des ministres et hauts responsables chargés du secteur du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes;
 - ii) *Six réunions de groupes d'experts ad hoc* qui seront chargés d'examiner les conséquences économiques pour les pays de la région des négociations relatives à la réglementation, la gestion et la préservation de la diversité biologique; d'analyser et d'évaluer l'évolution des législations relatives aux ressources en eau en Amérique latine et dans les Caraïbes; d'examiner les liens entre le commerce international et l'environnement, en particulier l'applicabilité et la portée des considérations de qualité et de compétitivité écologiques dans les relations commerciales de la région avec le reste du monde et la mise en oeuvre de politiques appropriées; d'analyser les problèmes de durabilité dans le secteur de l'énergie de la région; d'analyser les modifications apportées à la gestion des ressources minières dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes; et d'analyser l'évolution de la compétitivité du secteur minier d'Amérique latine et des Caraïbes;
 - b) *Autres activités de fond (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Vingt-deux publications isolées.* Traitant des questions suivantes : Application d'Action 21 et des accords internationaux en matière d'environnement aux écosystèmes côtiers et marins représentatifs d'Amérique latine et des Caraïbes; application d'instruments économiques à la gestion de la qualité de l'eau; efficacité de l'Accord sur la pêche en haute mer pour la protection des intérêts halieutiques de l'Amérique latine et des Caraïbes; politiques propres à assurer la préservation de l'environnement dans les secteurs productifs et évaluation de la mise en oeuvre d'Action 21; utilisation rationnelle de l'énergie dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes; intégration du secteur énergétique en Amérique latine et dans les Caraïbes; politique de gestion des ressources en eau dans les bassins hydrographiques couvrant de grandes concentrations urbaines; progrès réalisés dans la mise en oeuvre des accords figurant au chapitre 18 d'Action 21; étude comparative des systèmes institutionnels et opérationnels utilisés dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques relatives aux établissements humains dans les pays de la région; compétitivité du secteur minier des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à la fin des années 90; qualité et compétitivité de l'environnement et répercussions de ces facteurs sur le commerce extérieur de la région; nouvelle attitude des entreprises tendant à réduire ou à éliminer les effets sur l'environnement de certains produits ou modes de production, et incidence de cette attitude sur la promotion des exportations; étude de l'évolution de la gestion des ressources minières de la région, axée sur une analyse du rôle nouveau de l'État et des investisseurs privés, nationaux et étrangers; étude de la réglementation des marchés énergétiques de la région à la fin des années 90, axée sur une analyse de l'évolution de l'organisation et de la structure institutionnelle de ces

marchés; rôle de la coopération régionale comme moyen de réduire au maximum la production de déchets dangereux; situation, caractéristiques et fonctions des établissements humains urbains et ruraux de la région, et tendances et perspectives de leur évolution future; politiques de préservation de la diversité biologique de la région, eu égard en particulier aux instruments de gestion de l'environnement (2); étude analytique, accompagnée de propositions, concernant l'élaboration de systèmes d'évaluation des effets de projets, plans et programmes sur l'environnement; planification spatiale axée sur l'environnement dans le contexte du processus de régionalisation et transfert des responsabilités aux autorités locales; élaboration de politiques énergétiques propices au développement qui visent à assurer l'équité sociale tout en préservant l'environnement, étude axée sur la création de sources d'énergie nouvelles et renouvelables; évolution des législations relatives aux ressources en eau et expérience acquise en la matière dans la région; et étude de la structure du système d'établissements humains dans la région, axée sur une analyse du patrimoine de logements et de la pénurie quantitative et qualitative des infrastructures urbaines et du logement;

- ii) *Bulletins d'information. Bulletin du réseau de coopération pour la gestion intégrée des ressources en eau dans la perspective du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes et Bulletin sur les cours d'eau et les lacs communs à plusieurs pays.*
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions.* La coopération et la liaison seront assurées : i) dans le domaine de l'environnement, avec des programmes et des organismes des Nations Unies, en particulier le PNUE et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat); ii) en ce qui concerne les secteurs minier et énergétique, avec l'Organisation latino-américaine des mines, le Conseil de l'Accord de Carthagène, l'Association latino-américaine pour l'intégration (ALAI), le Système économique latino-américain (SELA) et l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE); des rapports de collaboration seront par ailleurs maintenus avec les gouvernements et les organes nationaux représentant le secteur privé; et iii) dans le domaine des ressources en eau et des ressources marines, avec des programmes et des organismes du système des Nations Unies, dont la Commission du développement durable, le Sous-Comité de la mise en valeur des ressources en eau du CAC; le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer du Secrétariat, le Centre d'activité du programme pour les mers régionales du PNUE ainsi qu'avec d'autres organes et organismes régionaux et internationaux tels que l'Association de la Commission océanographique intergouvernementale pour la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (IOCARIBE), la FAO, l'OEA, l'UNESCO, l'OMM, la BID et la Banque mondiale;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs.* Des services de coopération technique seront fournis aux pays qui en feront la demande, en ce qui concerne les questions suivantes : technologies que fait intervenir le développement durable, en particulier les techniques de traitement des déchets qui préservent l'environnement, et diffusion des progrès réalisés dans ce domaine; utilisation efficiente et développement écologiquement durable de l'énergie; application des chapitres 9, 15 à 17, 20 et 39 d'Action 21 et des instruments juridiques correspondants et aspects techniques de l'établissement du régime d'exploitation minière de la zone internationale des fonds marins; incorporation dans les accords commerciaux régionaux et sous-régionaux d'éléments concernant l'environnement et coordination des politiques de l'environnement obéissant aux accords internationaux sur le commerce; gestion des ressources minières; investissements dans le secteur minier et compétitivité de ce secteur; gestion des établissements humains, eu égard en particulier à l'élaboration, l'application et le suivi des politiques en la matière; et systèmes d'évaluation des effets sur l'environnement de politiques d'aménagement du territoire respectueuses de l'environnement;
 - ii) *Formation de groupe.* Cours régionaux annuels portant sur des aspects du secteur productif ayant trait à l'environnement, sur l'application de principes et de stratégies propres à assurer une gestion écologiquement adéquate des déchets, y compris le traitement des déchets dangereux (2); cours

régionaux annuels sur les systèmes d'évaluation des répercussions écologiques, l'utilisation efficace des évaluations en la matière et les règlements qui leur sont applicables (2);

- iii) *Projets.* On envisage d'entreprendre des projets régionaux dans les domaines suivants : développement de l'énergie géothermique; politiques énergétiques propices au développement économique; environnement et ressources naturelles; prévision dans certains bassins fluviaux; et gestion urbaine des villes de taille moyenne.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.88 Comme le montre le tableau 19.22, il est demandé 14 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et sept postes d'agent local. Les besoins en la matière résultent de la suppression envisagée d'un poste P-5 et d'un poste d'agent local et du redéploiement d'un poste P-4 du sous-programme 7 au sous-programme 3 (Développement des moyens de production, des techniques et de l'esprit d'entreprise) pour renforcer sa capacité de manière que puissent être menées à bien les activités hautement prioritaires prévues à ce titre. La diminution de 196 600 dollars enregistrée représente l'effet combiné de la suppression de deux postes, du redéploiement d'un poste et de l'application des nouveaux taux standard de vacance de postes.

Autres dépenses de personnel

- 19.89 Le crédit demandé à cette rubrique (75 000 dollars) est destiné à couvrir les dépenses relatives aux travaux de recherche qu'exige l'établissement des documents techniques nécessaires pour les réunions des ministres et hauts responsables chargés du secteur du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que le coût des travaux de recherche et de collecte des données nécessaires pour deux études et deux bulletins d'information.

Consultants et experts

- 19.90 Le crédit de 111 000 dollars demandé à cette rubrique, qui reflète une diminution de 6 600 dollars, comprend a) un montant de 68 500 dollars au titre de consultants qui fourniront des services spécialisés dont le secrétariat de la CEPALC ne dispose pas mais dont il a besoin pour la réalisation de quatre études; et b) un montant de 42 500 dollars destiné à couvrir le coût de quatre des six réunions de groupes d'experts ad hoc mentionnées au paragraphe 19.87 a) ii).

Voyages

- 19.91 Un crédit de 104 700 dollars, montant égal à celui ouvert pour l'exercice en cours, est demandé au titre des frais de voyage du personnel qui doit se rendre aux réunions du Comité des ressources naturelles et aux consultations qui devront se tenir aux fins de l'élaboration de 12 documents et publications, et du personnel chargé de maintenir une collaboration et une coopération étroites avec des programmes et des organismes du système des Nations Unies dans les domaines de l'environnement, des établissements humains et des ressources hydriques et marines et avec d'autres organisations et organismes intergouvernementaux spécialisés dans les domaines de l'exploitation minière et de l'énergie.

Sous-programme 8

Population et développement

Tableau 19.23

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 006,4	1 775,9	(156,1)	(8,7)	1 619,8	138,9	1 758,7
Autres dépenses de personnel	—	—	40,0	—	40,0	4,2	44,2
Consultants et experts	7,6	—	15,0	—	15,0	1,6	16,6
Voyages	35,4	27,8	13,3	47,8	41,1	4,4	45,5
Total	2 049,4	1 803,7	(87,8)	(4,8)	1 715,9	149,1	1 865,0

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif				1998-1999
						Montant estimatif
a) Services d'appui à :	—	—				—
i) Des organismes des Nations Unies	—	—				—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—				—
b) Activités de fond	—	—				—
c) Projets opérationnels :	218,8	481,7				395,5
Autres ressources bilatérales	—	1 350,7				862,2
FNUAP	—	—				—
Banque interaméricaine de développement	802,3	367,5				—
Total	1 021,1	2 199,9				1 257,7
Total 1) et 2)	3 070,5	4 003,6				3 122,7

Tableau 19.24

Postes nécessaires
Sous-programme 8 : Population et développement

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	1	—	—	1	1	3	2
P-4/3	3	3	—	—	3	2	6	5
Total	6	5	—	—	4	3	10	8
Autres catégories								
Agents locaux	5	4	—	—	2	2	7	6
Total	5	4	—	—	2	2	7	6
Total général	11	9	—	—	6	5	17	14

- 19.92 Les activités prévues au titre de ce sous-programme seront exécutées par le Centre latino-américain de démographie (CELADE).
- 19.93 Les variables démographiques sont redevenues un sujet de préoccupation dans la région au stade actuel de son évolution, qui est marquée par une mondialisation progressive du commerce dans le cadre d'un processus qui a démarré lorsque les pays ont entrepris d'ouvrir leurs économies et de forger de nouveaux rapports avec l'économie mondiale.
- 19.94 Cet intérêt pour les facteurs démographiques est directement lié aux obstacles qui, dans ce nouveau contexte, entravent les efforts déployés pour obtenir une plus grande équité sociale. Le plus gros de ces obstacles est le fait qu'il continue d'exister dans la population de vastes groupes, de plus en plus importants, extrêmement vulnérables. Ces groupes (femmes, personnes âgées, enfants, jeunes, populations autochtones et petits producteurs agricoles, notamment) sont très exposés aux dangers inhérents à la pauvreté et à l'exclusion sociale.
- 19.95 En outre, dans la mesure où les pauvres tendent à avoir des taux de fécondité plus élevés, un plus grand nombre d'enfants non désirés et une espérance de vie beaucoup plus courte que les autres groupes, ils grèvent considérablement les ressources disponibles pour assurer les services sociaux — dans les domaines de la santé, de la santé en matière de reproduction et planification familiale, et de l'éducation — requis pour briser le cercle vicieux de la pauvreté.
- 19.96 En conséquence, les objectifs de ce sous-programme sont d'encourager l'utilisation d'éléments démographiques dans les mesures gouvernementales visant à promouvoir l'équité environnementale, spatiale et sociale, grâce à des activités régionales entreprises en conjonction avec les gouvernements, à des mesures devant rendre la gestion des services et programmes sociaux centraux plus efficaces, et à la fourniture aux autorités régionales et locales de services consultatifs dans le domaine de la population.

Activités

- 19.97 Les activités ci-après seront entreprises au cours de l'exercice biennal :
- a) *Services d'organes intergouvernementaux/d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Services fonctionnels. Prestation de services fonctionnels nécessaires pour le Comité spécial de session sur la population et le développement, notamment l'élaboration de documents techniques pour le suivi annuel*

du Plan d'action régional sur la population et le développement; et participation aux préparatifs et aux réunions de quatre groupes de travail du Comité spécial sur des questions relevant du suivi du Plan d'action régional;

- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Douze publications périodiques. Annuaire démographique* (4 numéros); édition annuelle des bases de données bibliographiques en matière de population, *Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL)* sur disque optique compact (CD-ROM); *Notas de Población* (4 numéros); et *REDATAM Informa* (2 numéros);
 - ii) *Douze publications non périodiques* sur les incidences spécifiques de l'intégration sur les courants migratoires; la population, la pauvreté urbaine et la vulnérabilité dans les pays de la région; les applications de logiciels dans le domaine de la population pouvant présenter un intérêt pour la gestion publique (2); les expériences censitaires des pays de la région, en préparation de la série de l'an 2000; certains aspects de la santé en matière de reproduction et leurs incidences sur la condition de la femme dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes; la situation et les besoins des personnes âgées dans certains pays de la région; les expériences acquises concernant l'incorporation des variables démographiques dans les projets d'investissement économique et social; les tendances de la répartition spatiale de la population et des migrations internes en Amérique latine et dans les Caraïbes; les expériences acquises concernant l'incorporation des variables démographiques dans les programmes de développement durable du point de vue de l'environnement; et des rapports sur les estimations et projections démographiques, en coordination avec des institutions des pays de la région (2);
 - iii) *Bulletin d'information* sur les activités menées dans le cadre du Plan d'action régional (publication annuelle);
 - iv) *Supports techniques*. Mise à jour permanente de a) la banque de données bibliographiques CELADE/DOCPAL, et développement du Réseau d'information sur la population pour l'Amérique latine et les Caraïbes (IPALCA) (en encourageant notamment l'interconnexion des réseaux nationaux, régionaux et mondiaux dans ce domaine); b) la banque de données du Programme de recherche de la migration internationale en Amérique latine (IMILA); c) la banque de données démographiques sur Internet; d) la banque de données sur la dynamique de la population au niveau régional et les tendances démographiques au niveau national; et e) la banque régionale de données censitaires et d'enquêtes démographiques, et développement des applications des logiciels facilitant l'information multisectorielle relative à la population, notamment aux fins de la gestion publique locale, grâce à l'utilisation combinée du système d'extraction de données sur les petites régions par micro-ordinateur et du Système d'information géographique (WIN-REDATAM/GIS);
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions*. Coopération avec les universités et les organisations non gouvernementales des pays de la région qui en font la demande afin de préparer et d'incorporer des cours sur les études démographiques, y compris du matériel de formation; en particulier, appui au cours d'étude du troisième cycle sur la population et le développement offert par l'Université du Chili avec le concours financier du FNUAP;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs*. Fourniture, sur demande, de services de coopération technique aux pays de la région pour établir des analyses démographiques et préparer le recensement de l'an 2000, et pour mener des travaux de recherche appliquée sur les migrations internationales en utilisant des informations à jour; incorporer les variables démographiques dans les politiques et programmes sectoriels en faveur de groupes vulnérables (adolescents, personnes âgées et populations autochtones, notamment); établir des estimations et des projections et utiliser les logiciels WIN-REDATAM/GIS pour intégrer l'information démographique dans le domaine de la gestion publique aux niveaux national, régional et local ou pour utiliser intensivement les données

censitaires et autres données démographiques concernant les petites régions; et incorporer les variables démographiques dans les politiques et programmes de mise en valeur viable du territoire tenant compte de l'environnement;

- ii) *Formation de groupe.* Cours nationaux, sous-régionaux ou régionaux sur l'analyse démographique aux fins du développement sectoriel ou régional (2); et formation en cours d'emploi de fonctionnaires à l'utilisation de méthodologies permettant de faire un meilleur usage a) des sources de données sur les migrations internationales; et b) des sources de données démographiques devant faciliter la conception et l'application de politiques sectorielles, y compris les politiques en matière d'environnement et d'aménagement du territoire;
- iii) *Projets.* Un projet régional visant à maintenir et élargir, en Amérique centrale et dans les pays andins, les programmes régionaux de formation relatifs à la population et au développement local et sectoriel.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.98 Les ressources prévues correspondent au coût de cinq postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et quatre postes d'agent local, compte tenu a) du transfert d'un poste P-4 de la rubrique Direction exécutive et administration à ce sous-programme, ce qui correspond au classement du poste du spécialiste des questions de population chargé de la formation et des programmes spéciaux; b) du transfert d'un poste P-3 de ce sous-programme aux services de conférence du siège à Santiago, ce qui correspond au classement du poste de chef de la Section de l'impression et de la distribution; et c) de la suppression proposée d'un poste P-5 et d'un poste d'agent local qui ne sont pas nécessaires pour exécuter le programme de travail énoncé aux paragraphes 19.92 à 19.97. La diminution de 156 100 dollars est imputable à l'effet conjoint des deux transferts, de la suppression des deux postes et de l'application des nouveaux taux standard de vacance de poste.

Autres dépenses de personnel

- 19.99 Un montant estimatif de 40 000 dollars serait nécessaire pour l'assistance à la recherche et au traitement des données afin d'aider à mettre au point les logiciels d'utilisation des données démographiques multisectorielles (WIN-REDATAM et IPALCA) mentionnés au paragraphe 19.97 d) i).

Consultants et experts

- 19.100 Le nouveau montant proposé (15 000 dollars) doit permettre de couvrir les services de consultants ayant des compétences spécialisées dont ne dispose pas le secrétariat pour établir l'étude sur la population, la pauvreté urbaine et la vulnérabilité mentionnée au paragraphe 19.97 b) ii).

Voyages

- 19.101 Un montant estimatif de 41 100 dollars (soit une augmentation de 13 300 dollars, calculée en partie sur la base des schémas de dépenses passés) serait nécessaire pour couvrir les voyages autorisés des fonctionnaires devant participer aux réunions de groupes de travail spéciaux dans le cadre du suivi du Plan d'action régional, assister à des réunions à l'intérieur et à l'extérieur de la région, et consulter des gouvernements et des institutions intergouvernementales et non gouvernementales lors de l'établissement d'études.

Sous-programme 9

Statistiques et projections économiques

Tableau 19.25

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	4 100,3	3 934,2	(124,4)	(3,1)	3 809,8	338,4	4 148,2
Autres dépenses de personnel	—	—	66,4	—	66,4	6,8	73,2
Consultants et experts	7,7	58,3	47,1	80,7	105,4	10,6	116,0
Voyages	60,2	86,3	6,0	6,9	92,3	9,2	101,5
Total	4 168,2	4 078,8	(4,9)	(0,1)	4 073,9	365,0	4 438,9

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995	1996-1997	1998-1999
	Dépenses	Montant estimatif	
a) Services d'appui à :	—	—	—
i) Des organismes des Nations Unies	—	—	—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—	—
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels :	441,7	354,0	124,3
Autres ressources bilatérales	72,0	145,0	—
PNUD	—	—	—
Banque interaméricaine de développement	—	700,6	700,6
Total	513,7	1 199,6	824,9
Total 1) et 2)	4 681,9	5 278,4	5 263,8

Tableau 19.26

Postes nécessaires
Sous-programme 9. Statistiques et projections économiques

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	—	—	2	2
P-4/3	6	6	—	—	2	—	8	6
P-2/1	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	11	11	—	—	2	—	13	11
Autres catégories								
Agents locaux	18	18	—	—	—	—	18	18
Total	18	18	—	—	—	—	18	18
Total général	29	29	—	—	2	—	31	29

- 19.102 Les activités prévues au titre de ce sous-programme seront exécutées par la Division des statistiques et des projections économiques.
- 19.103 Dans les années à venir, les systèmes statistiques nationaux de la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes continueront probablement de subir de profonds changements et d'adopter de nouvelles techniques au fur et à mesure que celles-ci deviendront disponibles, surtout dans le domaine de l'informatique. Au cours des travaux qu'elle mène pour appuyer ce processus, la CEPALC a accumulé une vaste expérience dans ces domaines et mis au point de nouvelles modalités de travail fondées sur l'organisation de vastes bases de données et leur intégration dans un système dont l'accès normalisé.
- 19.104 Pour l'exercice biennal 1998-1999, les activités de ce sous-programme comprendraient notamment l'établissement d'études prospectives des nouvelles modalités de développement suivies par les pays de la région, en examinant les méthodes qu'ils adoptent concernant la formation de liens avec l'extérieur, la nécessité de modifier les schémas de production et institutionnels et la répartition de la croissance économique dans l'ensemble de la société. L'on étudiera également la modernisation des systèmes des pays de la région et des banques de données de la CEPALC de façon à étendre le champ couvert par les informations qui y figurent, à en améliorer la qualité, l'actualité et la comparabilité, et à en élargir l'accès aux usagers publics et privés.
- 19.105 Les travaux touchant les systèmes d'information dans un cadre régional se concentreront sur l'entretien, l'actualisation et l'élargissement des banques de données actuelles et l'établissement de nouvelles, en élargissant l'accès aux usagers. Il s'agit de perfectionner les systèmes informatisés d'accès aux données et leur interface avec les réseaux informatiques internes et le Système d'information économique et sociale des Nations Unies (UNESIS), ainsi qu'avec les bureaux nationaux de statistique de la région. On encouragera en outre l'utilisation d'Internet et d'autres réseaux internationaux pour recueillir et diffuser des données statistiques.

Activités

19.106 Les activités ci-après seront entreprises au cours de l'exercice biennal :

- a) *Services d'organes intergouvernementaux et organes d'experts (budget ordinaires/extrabudgétaires).* Six réunions de groupes spéciaux d'experts chargés d'analyser le développement du système de données régionales actuel, d'examiner la méthodologie et les aspects de fond des études prospectives et des projections économiques, ainsi que les statistiques et indicateurs sociaux pour évaluer a) l'amélioration des enquêtes sur les ménages et b) la réorganisation des registres administratifs de la région (activité menée conjointement par la Division du développement social et la Division des statistiques et des projections économiques), et d'analyser le programme de comparaison des prix internationaux; on prévoit aussi une réunion des chefs des services de statistique des Amériques;
- b) *Autres activités de fond*
 - i) *Six publications périodiques.* *Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes* (2); récapitulation statistique et évaluation du *Premier aperçu du panorama économique annuel de l'Amérique latine et des Caraïbes* (2); et *Cuadernos estadísticos de la CEPAL* (cahiers statistiques) : 2 numéros au cours de l'exercice biennal, l'un sur les statistiques du secteur externe et l'autre sur les registres de comptabilité nationale des pays de la région;
 - ii) *Dix-sept publications non périodiques.* Rapports sur les expériences des pays dans l'application du nouveau système de comptabilité nationale (2); rapport sur les statistiques du secteur externe; rapports sur les évaluations concernant la répartition du revenu, la pauvreté, l'emploi, la population active et d'autres indicateurs sociaux (5); rapports sur les perspectives à moyen et long terme du développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (2); études des perspectives de l'économie internationale et du commerce mondial, l'accent étant mis sur les résultats obtenus par les pays développés qui sont potentiellement les meilleurs partenaires commerciaux pour la région et sur les rapports de la région avec l'économie externe (2); études sur les projections macro-économiques mondiales et sectorielles à moyen et à long terme (2); principaux indicateurs courants; et études sur les indices de la production sectorielle et des prix internes (2);
 - iii) *Supports techniques.* Entretien et mise à jour des bases de données actuelles sur les statistiques sociales et création de nouvelles bases dans d'autres domaines d'information; amélioration de l'interconnexion avec les réseaux informatiques internes de la CEPALC et avec l'UNESIS; établissement de réseaux régionaux avec les bureaux nationaux de statistique afin d'accélérer la compilation et l'échange de données; et entretien et mise à jour des bases de données actuelles sur l'élément touchant la production et les prix sectoriels;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions.* Coopération et liaison seront maintenues avec divers programmes et organismes des Nations Unies, notamment avec les Divisions des statistiques et de l'analyse des politiques macro-économiques et sociales (Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat) et avec le Centre de recherche du projet LINK, les commissions économiques régionales de l'ONU, des organes internationaux et régionaux comme la Banque mondiale, la BID, la FAO, l'OMC, l'OEA, la CNUCED, le PNUD et le Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA), l'Office statistique de l'Union européenne (EUROSTAT), le Centre européen de formation des statisticiens des pays en développement (CESD) à Madrid, et les bureaux de statistique des pays de la région;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs.* Fourniture, sur demande, de services de coopération technique pour les enquêtes sur les ménages; les statistiques et indicateurs sociaux et la quantification, la description et l'analyse du phénomène de la pauvreté; l'organisation des statistiques économiques et des comptes nationaux; l'utilisation des techniques de diffusion électronique de données statistiques; et la conception de méthodes et modèles de projection à utiliser dans la formulation et l'application des politiques et stratégies de développement;

- ii) *Formation de groupe.* Formation, sur demande, dans le cadre de l'application des recommandations de la Commission de statistique de l'ONU, dans des domaines comme la production d'informations sur les variables sociales, les méthodes d'analyse des situations de pauvreté et les techniques statistiques spécialisées, notamment les aspects informatiques; et l'évaluation et l'utilisation d'indicateurs sociaux touchant la répartition du revenu, la pauvreté et les caractéristiques de l'emploi de divers groupes sociaux;
- iii) *Projets.* Un projet régional de production d'informations sur les variables sociales et les méthodes d'analyse des situations de pauvreté.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.107 Les ressources prévues correspondent au coût de 10 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 16 postes d'agent local, comme indiqué au tableau 19.26, compte tenu de la suppression proposée de 3 postes (1 P-4, 1 P-3 et 1 poste d'agent local) qui, étant donné les nouvelles méthodes de travail, ne sont pas nécessaires pour exécuter le programme de travail. La diminution de 124 400 dollars est imputable à l'effet conjoint de la suppression de ces postes et de l'application des nouveaux taux standard de vacance de postes.

Autres dépenses de personnel

- 19.108 Un nouveau montant de 66 400 dollars est proposé au titre de l'assistance à la recherche pour établir des documents techniques à l'intention de la réunion des chefs des services de statistique des Amériques (1998) et au titre de l'assistance à la recherche et au traitement des données pour établir les principaux indicateurs courants, entretenir et actualiser les bases de données actuelles sur les statistiques sociales et établir de nouvelles bases dans les nouveaux domaines d'information.

Consultants et experts

- 19.109 Le montant indiqué (105 400 dollars) se décompose comme suit : a) 48 900 dollars, soit une augmentation de 21 900 dollars, pour s'assurer des compétences spécialisées, dont ne dispose pas le secrétariat de la CEPALC, pour rassembler les données devant figurer dans neuf rapports; et b) 56 500 dollars, soit une augmentation de 25 200 dollars, pour les six réunions de groupes spéciaux d'experts mentionnées au paragraphe 19.106 a).

Voyages

- 19.110 Un montant estimatif de 92 300 dollars, soit une augmentation de 6 000 dollars, serait nécessaire pour couvrir les frais de voyage autorisé des fonctionnaires devant participer aux réunions de la Commission de statistique de l'ONU et se rendre à des consultations dans le cadre de l'établissement de l'*Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes*, de la récapitulation statistique et évaluation du *Premier aperçu du panorama économique annuel de l'Amérique latine et des Caraïbes*, des *Cuadernos estadísticos de la CEPAL*, et de sept autres études et rapports.

Sous-programme 10

Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale

Tableau 19.27

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	5 057,6	4 660,3	63,3	1,3	4 723,6	760,0	5 483,6
Autres dépenses de personnel	—	—	35,0	—	35,0	6,6	41,6
Consultants et experts	86,4	83,4	72,5	86,9	155,9	20,6	176,5
Voyages	97,1	158,0	2,6	1,6	160,6	10,4	171,0
Total	5 241,1	4 901,7	173,4	3,5	5 075,1	797,6	5 872,7
2) Fonds extrabudgétaires							
	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds				1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :				—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies				—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires				—
			b) Activités de fond				—
	275,0	536,8	c) Projets opérationnels :				540,0
	—	218,4	Autres ressources bilatérales				—
	44,7	—	Banque interaméricaine de développement				—
	312,4	—	Autres organismes des Nations Unies				—
			Autres organisations multilatérales				—
Total	632,1	755,2					540,0
Total 1) et 2)	5 873,2	5 656,9					6 412,7

Tableau 19.28

Postes nécessaires

Sous-programme 10 : Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	1	—	—	1	—	3	1
P-4/3	14	15	—	—	—	1	14	16
P-2/1	5	4	—	—	1	1	6	5
Total	22	21	—	—	2	2	24	23
Autres catégories								
Agents locaux	17	18	—	—	—	—	17	18
Total	17	18	—	—	—	—	17	18
Total général	39	39	—	—	2	2	41	41

- 19.111 Les activités au titre de ce sous-programme seront mises en oeuvre par le Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico.
- 19.112 Dans les années 90, les pays de la sous-région du Mexique et de l'Amérique centrale ont mené diverses réformes structurelles visant à améliorer leur insertion internationale, l'efficacité de leur secteur public, libéraliser les systèmes financiers et, d'une manière générale, à renforcer les mécanismes du marché. Ils ont notamment concentré leurs efforts sur l'intégration hémisphérique et sous-régionale, à la faveur de la consolidation et de l'expansion de zones de libre-échange et de l'intensification de l'ouverture extérieure de la sous-région. Dans le même temps, ces pays ont poursuivi la mise en oeuvre de leurs programmes d'ajustement et accompli de grands progrès sur la voie de la stabilisation de leurs économies.
- 19.113 Cependant, de graves problèmes, dont certains de longue date, persistent encore. Les niveaux de l'épargne et de l'investissement sont restés relativement faibles dans un contexte marqué par des courants de capitaux extérieurs instables, des indicateurs de pauvreté et de chômage élevés et une situation d'iniquité persistante. En dépit d'une amélioration en termes de modernisation et de compétitivité des secteurs productifs, les progrès accomplis ont été inégaux et certains secteurs continuent d'accumuler un retard technologique considérable, notamment en milieu rural et dans les petites entreprises urbaines. La dégradation de l'environnement reste un trait commun aux villes et à la campagne. Vers le milieu de la décennie, la crise enregistrée dans un pays important de la sous-région a constitué un signal d'alarme quant à la nécessité de redoubler d'efforts en matière de transformation du processus de production et de consolidation des réformes structurelles.
- 19.114 Dans un tel contexte, les activités de ce sous-programme visent à contribuer à la consolidation des réformes structurelles afin de parvenir à une croissance soutenue, fondée sur une productivité accrue du travail et du capital et accompagnée d'une amélioration en termes d'équité. Ces activités tendront également à favoriser la création et la consolidation de la Zone de libre-échange des Amériques et l'application de l'approche du régionalisme ouvert à l'intégration sous-régionale et aux accords conclus avec des partenaires n'appartenant pas à la région.
- 19.115 Une attention particulière sera accordée au rôle de la politique fiscale pour encourager l'épargne et l'investissement; au volet environnemental de la croissance; au progrès technologique et à son incidence

sur l'emploi; à la convergence des politiques sociales et à la mondialisation. En ce qui concerne l'insertion internationale, l'accent sera mis sur la participation des opérateurs économiques au commerce international, la capacité concurrentielle de l'industrie manufacturière de la sous-région, les politiques propres à améliorer la compétitivité des exportations agricoles et la modernisation du secteur agricole. L'intégration électrique restera un thème prioritaire, de même que l'étude de l'approvisionnement en hydrocarbures en Amérique centrale et des politiques de réglementation de ce secteur.

Activités

19.116 Les activités suivantes seront entreprises au cours de l'exercice biennal :

- a) *Services fonctionnels nécessaires pour les réunions. Neuf réunions de groupe spécial d'experts* sur le rôle de la politique fiscale pour favoriser l'épargne et l'investissement; les défis auxquels va se heurter le développement industriel dans le contexte de l'intégration hémisphérique; les politiques d'appui à la modernisation des micro-entreprises et des petites unités de production rurales; les politiques visant à accroître la compétitivité des exportations agricoles; les questions liées à la productivité de la main-d'oeuvre et au chômage dans les pays de la sous-région; la participation des petites et moyennes entreprises d'exportation aux courants commerciaux extérieurs; les conséquences des accords de libéralisation commerciale et de complémentarité économique dans le contexte de la convergence du processus d'intégration et du régionalisme ouvert; les problèmes d'ajustement et les coûts de la transition qu'implique l'adhésion à la Zone de libre-échange des Amériques et les mesures proposées pour mitiger ces coûts; et prise en compte des facteurs environnementaux dans la mise au point et l'application des politiques de développement économique dans les pays desservis par le Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Vingt publications non périodiques* sur la conception de politiques fiscales susceptibles de favoriser l'épargne et l'investissement dans un contexte de mondialisation et d'ouverture économique; le développement technologique dans les petits pays de la sous-région afin de mettre au point des politiques susceptibles de conduire à l'adoption, de la part des entreprises, de stratégies favorisant la modernisation technologique, en particulier dans le domaine des technologies respectueuses de l'environnement; le développement technologique au niveau de la production et du traitement des produits agricoles, dans le contexte de la préservation des ressources naturelles; la technologie et la pauvreté, étude dans laquelle seront analysés divers aspects de la révolution technologique et leurs répercussions sur la productivité de la main-d'oeuvre et sur le chômage dans certains pays de la sous-région; la mise sur pied de la Zone de libre-échange des Amériques à l'horizon 2005, les coûts de transition et les mesures proposées pour les mitiger; les progrès accomplis en matière d'intégration électrique en Amérique centrale et dans le Groupe des trois (Colombie, Mexique et Venezuela); les politiques de promotion et de modernisation de l'agriculture dans le contexte de l'intégration régionale; l'intégration et la convergence des politiques sociales (marchés de l'emploi, sécurité sociale, ressources humaines, migration) dans certains pays de la sous-région; la participation des opérateurs économiques, notamment petits et moyens, aux courants commerciaux extérieurs; les répercussions des accords de libéralisation commerciale et de complémentarité économique conclus par les pays de la sous-région, entre eux et avec des pays tiers, dans le cadre des perspectives de l'intégration hémisphérique; le développement écologiquement rationnel du secteur énergétique en Amérique centrale; le profil de production des pays de la sous-région, étude prospective à long terme mettant un accent spécial sur l'examen des rapports entre l'agriculture et l'industrie; les conditions requises pour renforcer les relations en amont et en aval des filières de production et tirer un meilleur parti des marchés, dans le cadre de l'intégration centraméricaine; les marchés et les réglementations dans le secteur de l'énergie au Mexique et en Amérique centrale; la coordination entre politiques monétaire et fiscale en vue de favoriser l'investissement et l'épargne dans la sous-région; les corrélations entre la politique macro-économique et la pérennité des équilibres sociaux

au Mexique et dans les pays d'Amérique centrale; la compétitivité internationale de l'industrie manufacturière dans les petits pays de la sous-région afin de détecter les obstacles qui freinent la participation active des entreprises au marché hémisphérique intégré et de proposer des solutions pour en venir à bout; le développement organisationnel des petites entreprises et unités de production rurales dans les pays de la sous-région; l'incidence de la mondialisation sur l'économie paysanne, en particulier sur les politiques visant à mitiger les répercussions de l'ouverture sur les groupes pauvres ruraux, ainsi que les modalités d'organisation rurale à des fins de protection dans certains pays de la sous-région; l'évaluation du degré d'exécution du Programme d'action régional pour l'intégration des femmes dans le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001, dans certains pays de la sous-région; l'approvisionnement en hydrocarbures en Amérique centrale; et la gestion publique du secteur énergétique dans les petits pays d'Amérique centrale;

- ii) *Documents techniques*. Notes sur l'évolution économique des pays de la sous-région en 1997 et en 1998 (10 par an); *Panorama économique du Mexique* (publication annuelle); préparation d'indicateurs de la conjoncture économique et sociale, et mise à jour et expansion des bases de données sur : a) les statistiques économiques et sociales; b) l'industrie manufacturière; c) les secteurs agricoles dans les pays de la sous-région; d) le commerce, l'intégration et la coopération dans les pays de la sous-région; et e) l'énergie;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions*. La coopération et la liaison en ce qui concerne l'intégration économique, sociale, industrielle et agricole, le commerce international et l'énergie dans la sous-région du Mexique et de l'Amérique centrale continueront d'être assurées avec le siège de la CEPALC, d'autres organismes des Nations Unies et des organisations internationales, régionales et sous-régionales telles que la CNUCED, l'OMC, la FAO, l'ONUDI, la BID, le SELA, le BIT, le SIECA, la Banque centraméricaine d'intégration économique et le secrétariat du Conseil monétaire d'Amérique centrale. La coopération continuera d'être assurée également avec les organes gouvernementaux des pays de la sous-région; avec des organisations internationales, régionales et sous-régionales telles que l'IICA, le Conseil agricole centraméricain et l'Institut de recherche et de technologie industrielle, l'Organisation latino-américaine de l'énergie et le Conseil de l'électrification d'Amérique centrale; avec des organisations non gouvernementales, des organismes sous-régionaux et nationaux du secteur privé, notamment la Fédération d'organismes privés d'Amérique centrale et du Panama et la Fédération de chambres de commerce et associations industrielles en Amérique centrale. En outre, le Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico collaborera avec le Forum régional de l'énergie en Amérique centrale, le Conseil de l'électrification d'Amérique centrale et le Comité centraméricain de coopération sur les hydrocarbures, notamment dans le cadre des réunions annuelles ordinaires et extraordinaires convoquées par les secrétariats respectifs;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs*. Prestation de services de coopération technique aux pays de la sous-région qui en font la demande en ce qui concerne la mise au point et l'évaluation de politiques économiques globales et de programmes de développement, la compétitivité et la modernisation agricole, les politiques de commerce international et les négociations commerciales, l'intégration économique et la coopération régionale et l'intégration et la gestion dans le domaine énergétique;
 - ii) *Formation de groupe*. Un cours sur l'insertion commerciale aux courants mondiaux, l'intégration et la coopération économiques; un séminaire sur les répercussions des réformes sur les marchés pétroliers du Mexique et des pays d'Amérique centrale;
 - iii) *Projets*. Projets régionaux sur la coopération technique en vue d'améliorer l'approvisionnement en hydrocarbures en Amérique centrale; les petites et moyennes entreprises au Mexique; et envois de fonds sociaux.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.117 Les besoins en personnel sont de 21 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 18 postes d'agent local, comme il est indiqué dans le tableau 19.28. Les ressources prévues tiennent compte : a) de la réaffectation i) de 2 postes d'agent local de l'appui aux programmes à ce sous-programme pour renforcer l'exécution des programmes; ii) de 1 poste P-5 de ce sous-programme à la direction exécutive et à l'administration à Santiago; et iii) de 1 poste P-4 du sous-programme 5 (Développement social et justice sociale) à ce sous-programme afin de renforcer sa capacité technique de mise en oeuvre de produits hautement prioritaires fixés pour l'exercice biennal 1998-1999; b) du projet de suppression d'un poste P-2 et d'un poste d'agent local qui ne sont pas nécessaires à l'exécution du programme de travail énoncé aux paragraphes 19.111 à 19.116, du fait des changements apportés aux méthodes de travail. L'augmentation prévue (63 300 dollars) s'explique par l'effet combiné de la réaffectation de quatre postes, de l'abolition de deux postes et de l'application des nouveaux taux normalisés de vacances de postes.

Autres dépenses de personnel

- 19.118 Il est prévu de consacrer un nouveau montant de 35 000 dollars au recrutement du personnel de recherche et de traitement de données nécessaire pour développer les bases de données sur l'industrie manufacturière situées au siège régional et en promouvoir l'utilisation dans les pays de la région; à la collecte, à la mise à jour, au classement et à la diffusion d'informations sur les secteurs agricoles dans les pays de la sous-région; et à l'expansion des bases de données statistiques, documentaires et bibliographiques sur le commerce, l'intégration et la coopération dans les pays de la sous-région.

Consultants et experts

- 19.119 Le montant prévu (155 900 dollars) comprend a) 87 000 dollars pour les services spécialisés d'un consultant non disponibles au secrétariat de la CEPALC, pour la préparation des éléments de quatre études; et b) 68 900 dollars pour les neuf réunions de groupe spécial d'experts énumérées au paragraphe 19.116 a). L'augmentation des ressources (52 100 dollars au titre des consultants et 20 400 dollars au titre des réunions de groupe spécial d'experts) tient au programme d'activité élargi pour la sous-région.

Voyages

- 19.120 Un montant de 160 600 dollars est prévu pour couvrir les frais de voyage du personnel devant se rendre à des réunions aussi bien à l'intérieur qu'en dehors de la région, mener des consultations avec des gouvernements et des institutions intergouvernementales et non gouvernementales, coordonner les activités avec d'autres organismes des Nations Unies et rassembler des informations et des données dans le cadre de l'établissement de documents et des publications.

Sous-programme 11

Activités sous-régionales dans les Caraïbes

Tableau 19.29

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 629,3	3 128,7	8,4	0,2	3 137,1	212,0	3 349,1
Autres dépenses de personnel	36,1	—	70,0	—	70,0	4,1	74,1
Consultants et experts	59,6	70,0	47,0	67,1	117,0	5,8	122,8
Voyages	60,4	55,7	18,3	32,8	74,0	4,0	78,0
Total	2 785,4	3 254,4	143,7	4,4	3 398,1	225,9	3 624,0

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	1998-1999 Montant estimatif
a) Services d'appui à :	—	—	—
i) Des organismes des Nations Unies	—	—	—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—	—
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels :	—	112,8	—
Autres sources bilatérales	—	—	—
FNUAP	200,8	95,7	53,8
Total	200,8	208,5	53,8
Total 1) et 2)	2 986,2	3 462,9	3 677,8

Tableau 19.30

Postes nécessaires
Sous-programme 11 : Activités sous-régionales dans les Caraïbes

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	10	9	—	—	—	—	10	9
P-2/1	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	15	14	—	—	—	—	15	14
Autres catégories								
Agents locaux	19	19	—	—	—	—	19	19
Total	19	19	—	—	—	—	19	19
Total général	34	33	—	—	—	—	34	33

- 19.121 Les activités prévues au titre de ce sous-programme seront exécutées par le siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes qui assure également le secrétariat du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC). Le bureau sous-régional poursuivra l'étude des questions revêtant une importance particulière pour le développement économique et social des pays membres, en formulant des recommandations et en prêtant une assistance technique et des services consultatifs en fonction des besoins de ces pays.
- 19.122 L'ouverture économique a rendu les pays des Caraïbes très vulnérables aux transformations subies par l'économie mondiale, et en particulier à la libéralisation des échanges commerciaux. Ces mutations auront des incidences sur la production, les taux de change et le développement économique et social des Caraïbes. L'étude de ces phénomènes aura pour but d'aider les pays de la sous-région à adopter des stratégies et des politiques qui leur permettront de tirer le meilleur parti des changements en cours. C'est pourquoi le programme de travail comprend des domaines thématiques relatifs à l'insertion de la sous-région dans l'économie mondiale, à sa compétitivité à l'échelon international et à ses rapports avec d'autres pays de l'hémisphère, en met tout particulièrement l'accent sur des questions nouvelles de portée mondiale ou régionale telles que la création d'espaces économiques, la nature des rapports entre les pays des Caraïbes et d'Europe et la fondation récente de l'Association des États de la Caraïbe (AEC).
- 19.123 Le secrétariat poursuivra ses efforts pour aider les pays des Caraïbes à concilier leur volonté de renforcer l'intégration régionale et la nécessité de les associer plus étroitement aux mécanismes de coopération économique à l'échelle de l'hémisphère et du monde. Le Programme de travail pour l'exercice biennal 1998-1999 comporte des activités qui visent à promouvoir la coopération entre les pays membres du CDCC et entre ces derniers et les pays latino-américains, compte tenu, en outre, de la nécessité d'incorporer les membres de l'AEC. On attachera une importance particulière au programme de réduction des barrières linguistiques, étant donné le caractère prioritaire que les pays membres attribuent à la suppression des facteurs qui font obstacle au développement de la coopération. L'étude des accords de coopération économique conclus dans le cadre de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) et de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) fait également partie des activités prévues.

Activités

19.124 Les activités suivantes seront entreprises au cours de l'exercice biennal :

- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux/d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services fonctionnels pour des réunions.* Dix-huitième session du CDCC et une réunion de son Comité directeur; 2 sessions du Conseil des Caraïbes pour la science et la technique (CCST) en plénière et 4 réunions de son comité exécutif;
 - ii) *Huit réunions de groupes spéciaux d'experts.* Aspects du développement durable concernant les pays des Caraïbes; aspects de la coopération pour le développement concernant les pays membres du CDCC; aspects des technologies et leurs rapports avec le développement économique et social des Caraïbes; aspects de la gestion économique dans les pays de la sous-région à la lumière des faits nouveaux à l'échelle mondiale et régionale; mise en oeuvre du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes; mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement; répercussions des phénomènes économiques régionaux et mondiaux sur le processus d'intégration économique et l'insertion internationale des Caraïbes; aspects de la pauvreté et de la distribution du revenu aux Caraïbes, dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Quarante-trois publications isolées.* Progression des négociations commerciales internationales visant à intensifier la libéralisation des échanges commerciaux mondiaux et leurs répercussions pour les Caraïbes; compétitivité de certaines économies des Caraïbes à la lumière des faits nouveaux à l'échelle du monde et de l'hémisphère; utilisation efficace des techniques et des systèmes de traitement de l'information dans les Caraïbes; aspects de la pauvreté et de la distribution des revenus dans les Caraïbes; aspects de la planification et de l'égalité des sexes dans les Caraïbes; mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement; indicateurs statistiques à l'usage des pays des Caraïbes (2); phénomènes économiques mondiaux et régionaux et leurs répercussions sur la politique économique des Caraïbes; facteurs liés à l'expansion du secteur des services dans les Caraïbes; effets éventuels de la mondialisation des marchés financiers aux Caraïbes; évaluation des politiques menées par la CARICOM en matière de commerce, d'investissements et de paiements, dans le cadre du développement économique à l'échelle du monde et de l'hémisphère; faits nouveaux relatifs à la coopération économique régionale et leur importance pour les économies des Caraïbes; étude actualisée sur les échanges commerciaux entre les pays membres du CDCC et entre ces derniers et les autres pays de l'hémisphère; intégration économique des Caraïbes dans le contexte de l'expansion des échanges commerciaux à l'échelle de l'hémisphère et du monde; coopération économique entre les États membres des Caraïbes et les autres membres de l'AEC; effets éventuels de la création de la zone de libre-échange des Amériques sur les économies des pays non indépendants des Caraïbes et possibilités de collaboration avec ces pays dans le cadre du Programme d'action du Sommet des Amériques; capacité des membres associés de la CEPALC de mener à bien, à l'échelon national, certaines activités prévues dans les programmes d'action des conférences mondiales des Nations Unies sur l'environnement, les petits États insulaires en développement, les femmes, la prévention des catastrophes naturelles, la population, le développement social et les établissements humains; fonctionnement et gestion des services et des institutions concernés par la science et la technologie dans les pays membres du CCST; aspects technologiques de la diversification et du développement économiques dans les pays des Caraïbes; tendances et événements récents dans le secteur manufacturier de certains pays des Caraïbes; promotion et adoption de nouvelles technologies dans le contexte du développement durable; évaluation de l'efficacité des projets de mise en valeur de sources d'énergie renouvelables exécutés dans les Caraïbes; diversification et développement économiques dans les économies des

Caraïbes basées sur la monoculture; aperçus des tendances économiques dans les pays membres du CDCC (2); étude comparative sur les politiques macro-économiques de certains petits pays insulaires des Caraïbes et d'autres régions; rôle des investissements étrangers dans le développement économique des Caraïbes; évaluation des méthodologies appliquées dans les pays des Caraïbes pour la tenue de la comptabilité nationale; aspects de l'intégration sociale aux Caraïbes; tendances récentes de la croissance démographique dans les pays membres du CDCC; évaluation des efforts consentis par les gouvernements des Caraïbes pour tenir compte des considérations démographiques dans la planification du développement; mécanismes et modalités de mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement dans les pays des Caraïbes; mise en oeuvre, dans les pays des Caraïbes, du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, dans le cadre du Programme d'action régional pour l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes; multiplication des possibilités d'emploi pour les femmes dans les pays des Caraïbes; analyse de certains aspects du développement durable présentant une importance particulière pour les Caraïbes, dans le contexte du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (1998); problèmes transfrontières liés à l'environnement et au développement dans les pays des Caraïbes; statistiques commerciales des Caraïbes contenant une analyse des échanges commerciaux entre la sous-région et l'Amérique latine afin d'identifier les marchés traditionnels et les marchés naissants; évaluation des nouvelles possibilités d'expansion du secteur industriel dans certains pays des Caraïbes; évaluation des réseaux scientifiques et techniques fonctionnant dans la sous-région et de leur efficacité; indicateurs du développement social dans les pays des Caraïbes; participation du secteur touristique au développement économique dans certains pays des Caraïbes; évaluation des approches et des méthodes utilisées pour l'établissement des projections économiques dans les pays des Caraïbes;

- ii) *Supports techniques.* Mise à jour de la base de données statistiques sur le commerce entre les pays membres de l'AEC, et entre l'Association et le reste du monde; gestion d'une base de données contenant des informations bibliographiques et des textes complets, accessibles à distance; mise à jour de la base de données sur les indicateurs du développement social; mise à jour et développement de la base de données socio-démographiques; mise à jour et développement des systèmes d'information sur les statistiques de l'état civil; mise à jour de la base de données bibliographiques informatisées sur la femme et le développement dans les Caraïbes; mise à jour et développement de la base de données sur l'environnement des pays des Caraïbes; et publication de la base de données du CARISPLAN sur CD-ROM;
- iii) *Livres, brochures, fiches documentaires, affiches et dossiers de presse.* Bulletin d'informations sur le secteur externe; *Focus Newsletter* (8); *Associate Newsletter*; *Current Awareness Bulletin*; et *Bulletin du CCST*;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions.* Les questions relatives à l'intégration économique et sociale, aux femmes, à l'industrie, à la science et la technologie, à la population, aux statistiques et à l'environnement seront traitées en collaboration et en consultation avec d'autres institutions et programmes du système des Nations Unies tels que l'UNESCO, le PNUD, le PNUE, le FNUAP, UNIFEM, l'UNICEF et l'OIT, ainsi qu'avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales présentes dans la sous-région des Caraïbes. Une coordination sera également assurée avec les secrétariats d'organismes régionaux divers (OECD, CARICOM, SELA, Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale, etc.), ainsi qu'avec les pays membres de l'AEC et leurs banques centrales respectives, et avec le Département de la technologie et de l'énergie de la BDC;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs.* Prestation de services d'assistance technique sur les sujets suivants : développement de la production et des technologies; planification et formulation de politiques

économiques, élaboration de bases de données et organisation statistique; gestion de l'information; évaluation et analyse des statistiques démographiques, mise au point et application de politiques démographiques, intégration de la femme au développement et promotion du développement social; protection de l'environnement à long terme et activités de suivi relatives au Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement;

- ii) *Projets*. Intégration de la population dans la planification du développement.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.125 Les effectifs nécessaires comprennent 14 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 19 postes d'agent local, comme indiqué dans le tableau 19.30. On notera que 1 poste P-4 a été transféré du présent sous-programme au sous-programme 1 (Insertion dans l'économie mondiale, compétitivité et spécialisation de la production). L'accroissement des ressources (8 400 dollars) résulte de l'application des nouveaux taux standard de vacances de postes, après déduction des économies liées au transfert du poste P-4 susmentionné, qui représentent un montant plus faible.

Autres dépenses de personnel

- 19.126 Un nouveau montant de 70 000 dollars serait nécessaire pour couvrir des dépenses de personnel afférentes à des travaux de recherche et de traitement des données liés à la réalisation de six études ainsi qu'à la mise à jour et à la gestion d'une base de données statistiques sur le commerce.

Consultants et experts

- 19.127 Le montant prévu (117 000 dollars) se répartirait comme suit : a) 70 900 dollars pour des consultants chargés de fournir des apports en vue de la réalisation de cinq études pour lesquelles le secrétariat de la CEPALC ne dispose pas de compétences nécessaires; et b) 46 100 dollars pour six réunions de groupes spéciaux d'experts. L'accroissement des ressources (30 200 dollars au titre des consultants et 16 800 dollars au titre des réunions des groupes spéciaux d'experts) est dû au fait que le sous-programme a été étoffé comme il est indiqué au paragraphe 19.124.

Voyages

- 19.128 Un montant de 74 000 dollars, impliquant un accroissement de 18 300 dollars, serait requis au titre des voyages autorisés pour permettre à des fonctionnaires a) d'assister à deux sessions du CCST et à quatre réunions de son Comité exécutif; et b) de participer à d'autres consultations officielles organisées avec les gouvernements, des organismes gouvernementaux et des organisations régionales intergouvernementales dans le cadre de travaux liés à la réalisation de 13 documents et publications.

D. Appui aux programmes

Tableau 19.31

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	26 710,5	27 810,8	(760,0)	(2,7)	27 050,8	2 244,4	29 295,2
Autres dépenses de personnel	562,5	747,2	107,8	14,4	855,0	89,1	944,1
Consultants et experts	20,7	11,9	0,4	3,3	12,3	1,2	13,5
Voyages	75,9	48,2	(1,5)	(3,1)	46,7	4,4	51,1
Services contractuels	669,0	964,1	625,1	64,8	1 589,2	162,7	1 751,9
Frais généraux de fonctionnement	6 617,2	8 337,7	(672,0)	(8,0)	7 665,7	715,7	8 381,4
Frais de représentation	3,2	16,8	(4,8)	(28,5)	12,0	1,3	13,3
Fournitures et accessoires	1 087,5	1 191,5	(94,8)	(7,9)	1 096,7	118,4	1 215,1
Mobilier et matériel	833,5	1 194,8	127,4	10,6	1 322,2	139,8	1 462,0
Total	36 580,0	40 323,0	(672,4)	(1,6)	39 650,6	3 477,0	43 127,6

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
			a) Services d'appui à :	
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	814,0	917,0	ii) Des activités extrabudgétaires	1 040,0
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	—	c) Projets opérationnels	—
Total	814,0	917,0		1 040,0
Total 1) et 2)	37 394,0	41 240,0		44 167,6

Tableau 19.32

Postes nécessaires
Appui aux programmes

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	6	6	—	—	1	1	7	7
P-4/3	22	23	—	—	1	—	23	23
P-2/1	15	12	—	—	—	—	15	12
Total	44	42	—	—	2	1	46	43
Autres catégories								
Agents locaux	206	185	—	—	14	14	220	199
Service mobile	3	1	—	—	—	—	3	1
Total	209	186	—	—	14	14	223	200
Total général	253	228	—	—	16	15	269	243

19.129 Les activités d'appui aux programmes comprennent des services de conférence, d'information et de bibliothèque, la gestion des opérations de coopération technique et les services communs.

Activités

19.130 Les activités seront les suivantes :

- a) *Services de conférence.* Les activités menées par la Division des documents et publications à Santiago et le Groupe des services de conférence et de documentation à Mexico, comprennent le service des réunions des organes directeurs de la CEPALC et des autres réunions intergouvernementales tenues sous les auspices de cette commission, ainsi que la traduction, mise en forme, impression et distribution des documents et publications;
- b) *Services d'information.* Les activités, menées par le Groupe des services d'information à Santiago, comprennent l'enregistrement d'entretiens radiophoniques et l'établissement de dépêches pour les programmes d'information ordinaires du Siège à New York et pour des stations de radio de la région (en moyenne 50 par an); l'enregistrement sur bande magnéto-copique d'interviews et d'autres activités pour les programmes audio-visuels de l'ONU et les archives de la CEPALC; des reportages photos sur les réunions et activités de la CEPALC; l'organisation de réunions d'information et d'activités à l'occasion de manifestations spéciales de la CEPALC et de l'ONU; l'organisation d'expositions et autres productions visuelles; la publication de divers produits : bulletins d'information hebdomadaires, condensé *Microniticias* (en espagnol), bulletin mensuel *Notas sobre la Economía y el Desarrollo* (12 numéros en espagnol et 7 en anglais par an), *Crónicas de la CEPALC* (bimensuel de deux pages, en anglais, espagnol et portugais), consacré aux questions économiques et sociales); renseignements sur demande au public et information orale; relation avec les médias nationaux et internationaux (y compris conférences de presse et interviews), des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des établissements d'enseignement, des bibliothèques et diverses sources d'information locales; communiqués de presse (en anglais et espagnol) sur les réunions et activités de la CEPALC; communiqués de presse (en espagnol) établis à partir des télégrammes reçus du Département de l'information de l'ONU, d'autres services des Nations Unies, et des institutions

- spécialisées; organisation des conférences de presse du Secrétaire exécutif et d'autres hauts fonctionnaires de la CEPALC et des organismes des Nations Unies;
- c) *Services de bibliothèque*. Les activités consistent notamment à diffuser les documents de fond de la CEPALC, à exploiter les sources bibliographiques et les sources d'information extérieures utiles aux travaux de fond de la Commission, à établir les catalogues et fichiers, à répondre aux demandes de références bibliographiques, à assurer les prêts d'ouvrages, à réaliser la publication électronique du CEPALC INDEX, de bulletins et de bibliographies et à établir une documentation technique (CEPALC INDEX, CEPAL CD-ROM);
- d) *Gestion des activités de coopération technique*. Les services responsables devront : coordonner la préparation, la négociation et l'exécution de projets de coopération interrégionale; établir le bulletin *Cooperation and Development* (six numéros, consacrés à la coopération technique et économique pour le développement), un rapport sur le cadre structurel mis en place par les pays membres de la CEPALC pour favoriser la CTPD et avec d'autres commissions régionales, un rapport sur les activités de promotion de la coopération interrégionale; conseiller les gouvernements et les organismes régionaux lorsqu'ils doivent définir ou mettre en forme des opérations de coopération technique aux échelons régional, national ou interrégional, assurer la coordination avec les responsables de la CTPD dans les autres commissions régionales lors de la préparation, de la négociation et de l'exécution de projets communs de coopération interrégionale dans des domaines considérés comme prioritaires dans les résolutions du Conseil économique et social; coopérer avec les services organiques de la CEPALC et de ses bureaux sous-régionaux lors de la préparation et de l'exécution de projets régionaux et interrégionaux portant sur la CTPD; gérer le déroulement de projets extrabudgétaires;
- e) *Services administratifs et services communs*. Ces services sont assurés par la Division de l'administration, qui devra : gérer et coordonner les opérations administratives, déterminer les orientations générales et établir les principes directeurs; recruter et affecter le personnel et organiser le déroulement de carrière; assurer l'organisation générale du personnel et le classement des postes; gérer le programme de stages de la CEPALC; pourvoir à la protection médicale et à l'aide sociale du personnel; préparer les budgets-programmes biennaux, surveiller l'exécution des budgets approuvés, et établir les rapports en rendant compte; administrer l'état des effectifs, gérer les comptes et présenter les états financiers; assurer les services généraux (sécurité et conditions sans danger, communications, achats, transports, gestion et entretien des locaux, gestion des archives et des dossiers, traitement des données informatiques).

Ressources budgétaires (aux taux courants)

Postes

- 19.131 Il faut prévoir (tableau 19.32) 42 postes d'administrateur, 185 postes d'agent local et 1 poste d'agent du service mobile. On se propose a) de transférer i) 1 poste d'administrateur P-3 du sous-programme 8 (Population et développement) à la Section de l'impression et de la distribution, pour y constituer le poste de chef, établi à cette classe; ii) 1 poste P-3 des services de direction et gestion aux services d'appui aux programmes, où le titulaire sera chargé de gérer la coopération technique; iii) 1 poste P-4 des services d'appui aux programmes au sous-programme 3 (Développement des moyens de production, des techniques et de l'esprit d'entreprise); iv) 2 postes d'agent local des services de conférence au sous-programme 10 (Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale); b) de reclasser à P-3 2 postes P-2 des services administratifs et 1 poste P-2 de la section des services financiers, ainsi que le poste P-2 du chef du Groupe des achats et des transports (Section des services généraux); c) de supprimer 1 poste P-4, 1 poste P-3, 1 poste P-2, 19 postes d'agent local et 2 postes d'agent du Service mobile — soit au total 5 transferts, 24 suppressions et 4 reclassements, avec application des nouveaux taux de vacance standard, se traduisant par une réduction de 760 000 dollars.

Autres dépenses de personnel

- 19.132 Le montant prévu (855 000 dollars) comprend : a) 684 900 dollars (soit une augmentation de 75 100 dollars) pour financer le personnel temporaire (remplaçant et surnuméraires) qui remplacera les agents locaux de Santiago, Mexico et Port of Spain en congé de maladie ou de maternité, les agents temporairement absents au service médical de la CEPALC, afin que l'effectif de celui-ci reste suffisant et les agents de la sécurité en congé, et qui sera recruté pour les périodes de pointe; b) 170 100 dollars (soit une augmentation de 32 700 dollars) pour couvrir le coût des heures supplémentaires et des services de nuit effectués dans les trois bureaux de la CEPALC pendant les périodes de pointe et pour assurer 24 heures sur 24 les services de sécurité à Santiago.

Consultants et experts

- 19.133 Il faut prévoir 12 300 dollars pour financer les services des consultants extérieurs qui étudieront l'organisation administrative.

Voyages

- 19.134 Le montant prévu (46 700 dollars) représente les frais de déplacement du chef et des fonctionnaires de la Division (catégorie des administrateurs) lors de missions dans les deux bureaux sous-régionaux et les cinq bureaux nationaux de la CEPALC et au Siège, et ceux du Directeur du service médical lorsqu'il devra se rendre avec ses homologues des Nations Unies à des réunions.

Services contractuels

- 19.135 Le montant prévu (1 589 200 dollars, soit une augmentation de 625 100 dollars), se décompose comme suit :
- a) Services des professeurs de langues à temps partiel : 139 400 dollars (montant maintenu au niveau actuel);
 - b) Services contractuels de traduction et d'impression : respectivement 282 700 dollars et 361 200 dollars. Les augmentations respectives — 109 600 et 156 100 dollars — correspondent aux publications qui sont prévues pour l'exercice;
 - c) Services des auteurs et techniciens de production audio-visuelle : 45 900 dollars, soit une augmentation de 43 900 dollars;
 - d) Services de traitement des données, achat de logiciels et location de bases de données, services de réseau à Santiago et dans les cinq bureaux nationaux, et licences d'utilisation de logiciels et frais d'accès pour raccorder l'ensemble du système informatique de la CEPALC à Internet : 607 100 dollars, soit une augmentation de 205 500 dollars;
 - e) Services de photographie et de diffusion de haute qualité (dont la CEPALC a besoin pour faire connaître ses activités à l'extérieur mais que son secrétariat ne peut assurer) : 152 900 dollars, soit une augmentation de 110 000 dollars;

Frais généraux de fonctionnement

- 19.136 Le montant prévu (7 665 700 dollars, soit une diminution de 672 000 dollars) se décompose comme suit :
- a) Location et entretien des locaux : 2 980 500 dollars, soit une diminution de 644 200 dollars, due essentiellement à la réduction des frais de location du bureau de Mexico;
 - b) Commodités : 686 100 dollars (les tarifs de l'énergie et de l'eau ont augmenté à Santiago);
 - c) Location de mobilier, matériel de bureau et matériel informatique : 560 900 dollars, soit une augmentation de 318 600 dollars, qui financera la location de matériel de reproduction de pointe pour «impression à la demande», les services contractuels d'entretien des ordinateurs de Mexico et de Port of Spain et la location d'ordinateurs individuels pour le personnel temporaire;

- d) Frais de communication : 2 157 600 dollars, soit une diminution de 188 800 dollars, rendue possible par le recours plus fréquent à des formules plus économiques d'expédition du courrier et de télécommunication à longue distance;
- e) Entretien du mobilier et du matériel des bureaux de Santiago, Mexico et Port of Spain et des bureaux nationaux : 818 000 dollars;
- f) Fret, assurance et services divers : 462 600 dollars, dont 220 600 dollars pour l'assurance des locaux, des machines et chaudières et tous risques souscrite par l'intermédiaire de la Section des assurances du siège.

Frais de représentation

- 19.137 Il faut prévoir 12 000 dollars (soit une réduction de 4 800 dollars), pour couvrir le coût des réceptions officielles données en l'honneur de personnalités de passage et lors de manifestations spéciales.

Fournitures et accessoires

- 19.138 Le montant prévu (1 096 700 dollars, soit une réduction de 94 800 dollars) comprend 192 500 dollars d'ouvrages et fournitures de bibliothèque.

Mobilier et matériel

- 19.139 Le montant prévu (1 322 200 dollars, soit une augmentation de 127 400 dollars), se décompose comme suit :
- a) Achat de mobilier et matériel de bureau, notamment de postes de travail à Santiago, de 100 sièges et de classeurs, étagères, etc. : 134 900 dollars.
 - b) Achat de matériel informatique, dont 240 ordinateurs individuels, serveurs de fichier, matériel de raccordement au réseau local, imprimantes de réseau étendu et divers autres éléments destinés à équiper les services de Santiago et les bureaux nationaux : 944 100 dollars;
 - c) Achat de matériel de téléconférence : 45 100 dollars;
 - d) Matériel de transport, y compris entretien et pièces détachées : 46 300 dollars;
 - e) Matériel de communication pour remplacer les talkies walkies, pour la station de radio et pour le plan de sécurité à Santiago, achat de matériel de téléconférence et modernisation du standard téléphonique : 118 600 dollars;
 - f) Appareils divers, par exemple déchiqueteuse et presse à compacter pour assurer le recyclage et l'évacuation des déchets de papier, et remplacement de divers éléments obsolètes : 33 200 dollars.